

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3979

[C — 2003/201257]

**3 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1998, 20 mai 1999, 3 juin 1999, 29 juin 2000, 11 janvier 2001 et 13 décembre 2001, le 26 juin 2002 et le 5 septembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 février 2003;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 27 février 2003;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes :

- Le Gouvernement wallon et les représentants des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs ont conclu le 16 mai 2000 un accord-cadre pour le secteur non-marchand wallon pour une période allant de 2000 à 2006, cet accord a pour objectif de répondre aux problèmes liés à la pénibilité du travail, en prévoyant en son point 2.3 l'adoption de mesures spécifiques de fin de carrière dans le secteur de la commission paritaire 319.02 se traduisant par une réduction du temps de travail compensée par l'engagement d'autres travailleurs;

- la commission paritaire précitée a conclu en date du 7 janvier 2003 une convention collective de travail organisant lesdites mesures, rendues applicables à cette date;

- plusieurs dispositions du présent arrêté organisent le financement de ces mesures et il serait dès lors dommageable pour les travailleurs concernés d'en retarder l'application;

- plusieurs dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, viennent à échéance le 31 décembre 2002 et il importe dès lors d'en assurer la continuité juridique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juin 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup> de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 97, il est ajouté un point 18<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 18<sup>o</sup> Entité administrative : entité constituée de plusieurs services agréés par l'Agence, dépendant d'un même pouvoir organisateur, gérés par une direction générale commune qui possède, pour cet ensemble de services, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel.

La gestion journalière implique :

- le pouvoir quotidien effectif de donner des ordres et directives au personnel, en ce compris le pool administratif commun à ces services;

- d'être mis en possession des moyens lui permettant de faire face aux charges financières relatives au fonctionnement quotidien des services concernés;

- de coordonner, le cas échéant, les différentes directions existant au sein de l'entité.

La direction de cet ensemble de services agréés et subventionnés par l'Agence doit être réalisée à temps plein et être établie comme telle par le contrat de travail ou l'arrêté de nomination de l'autorité de tutelle.

Les services concernés par le regroupement doivent être situés à une distance raisonnable du lieu où siège principalement la direction et où sont concentrées les données administratives nécessaires à la gestion journalière. »

**Art. 3.** A l'article 3, § 3, du même arrêté, le membre de phrase « sont limitées à un maximum de » est remplacé par « sont valorisées à hauteur de ».

**Art. 4.** L'article 5, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la dispositions suivante :

« Le service résidentiel de transition, vise à préparer la réinsertion en famille ou à mettre en autonomie des bénéficiaires dans des logements individuels ou dans des logements communautaires à raison d'un maximum de six personnes par unité de logement. Ces logements ne se trouvent pas sur le site d'autres services résidentiels. »

**Art. 5.** L'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Une demande de renouvellement est accompagnée des documents prévus à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 6°. Ce dernier ne doit pas être fourni si à la date du renouvellement d'agrément, la dernière attestation reste valable pour au moins un an. »

**Art. 6.** A l'article 9 du même arrêté, un dernier alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Pour les services visés aux articles 81<sup>ter</sup> et 81<sup>quater</sup>, §§ 1 et 2, la transformation peut se réaliser au plus tard le 31 décembre 2003. »

**Art. 7.** A l'article 12, § 7, le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« A l'exception des services de placement familial, résidentiels de transition, et résidentiels de nuit, le service tient à jour un registre des activités qu'il organise tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement. »

**Art. 8.** L'article 13 § 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« L'autonomie technique, comptable et budgétaire peut éventuellement être obtenue via l'organisation d'une entité administrative ».

**Art. 9.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, 4°, du même arrêté, le membre de phrase « ou du directeur général de l'entité administrative » est inséré après le membre de phrase « sous la responsabilité de celui-ci ».

**Art. 10.** Au § 1<sup>er</sup>, 1°, de l'article 15 du même arrêté, le terme « 1,5 unité » est remplacé par le terme « 2 unités ».

**Art. 11.** A l'article 16 du même arrêté, un point 4° rédigé comme suit est ajouté :

« 4° Les deux premières années d'attribution visées aux 1°, 2°, 3° sont 2003 et 2004. »

**Art. 12.** L'article 19 du même arrêté est complété par les dispositions suivantes :

« 16° Une prise en charge en court séjour dans un service résidentiel pour adultes et un service d'accueil de jour;

17° Une prise en charge en court séjour dans un service résidentiel de nuit et une prise en charge en court séjour en service d'accueil de jour pour adultes. »

**Art. 13.** Le deuxième alinéa du § 2 de l'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La date de sortie doit être fixée au plus tard au dernier jour de présence du bénéficiaire. Est assimilé au dernier jour de présence, le dernier jour d'une période de maladie ou d'hospitalisation visée à l'article 3 § 1<sup>er</sup>, 4° ».

**Art. 14.** L'antépénultième alinéa de l'article 23, § 3, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Cette subvention est composée d'un montant attribué et d'un supplément pour ancienneté. »

**Art. 15.** A l'article 23, § 3, du même arrêté, l'avant-dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Durant les deux exercices qui suivent celui de la transformation, ce montant attribué initial est octroyé sur une base annuelle et multiplié par le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°.

Durant ces deux exercices, par dérogation à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, la période de référence permettant de déterminer l'OMR ainsi que le pourcentage de fréquentation des week-ends, vacances et jours fériés, qui servent de base au calcul de la subvention annuelle des prises en charges préexistantes à la transformation, s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année qui précède celle de la transformation. De même, par dérogation à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 3°, la capacité agréée prise en compte pour ce calcul est celle observée au 31 décembre de l'année qui précède celle de la transformation. »

**Art. 16.** A l'article 24 du même arrêté, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Les nombres 1,5, 3 et 4,5 visés au § 2 sont multipliés par deux en ce qui concerne les services pour jeunes et les services résidentiels de transition. Pour ces derniers, les nombres repris dans les tranches de prises en charge visées au § 2 sont divisées par 4. »

**Art. 17.** Les huit premiers alinéas de l'article 26 du même arrêté deviennent le § 1<sup>er</sup>.

La disposition du dernier alinéa est supprimée et remplacée par le § 2 rédigé comme suit :

« § 2. L'occupation moyenne de référence à prendre en compte pour les places créées par transformation durant l'année de celle-ci ainsi que durant les deux années suivantes, correspond à celle établie au moment de la détermination de la subvention annuelle relative à ces places, conformément aux dispositions prévues à l'article 23, § 3.

Pour le service initiateur d'une transformation, le calcul des suppléments pour ancienneté au cours de l'année de la transformation se base sur l'ancienneté pécuniaire observée sur l'ensemble de l'année. »

**Art. 18.** A l'article 26 du même arrêté un § 3 rédigé comme suit est inséré :

« En dérogation aux dispositions du § 1<sup>er</sup>, le volume de prestation rémunéré retenu dans le calcul de l'ancienneté du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière telle que visée au point IV de l'annexe VI, est celui dont il bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un temps plein à un mi-temps dans le cadre de cette disposition, n'est pas pris en considération. »

**Art. 19.** A l'article 30 du même arrêté est ajouté un point 6° rédigé comme suit :

« 6° en service résidentiel de nuit pour adultes :

a) 133,86 pour les prises en charge visées à l'article 21, § 3, 1°;

b) 213,19 pour les prises en charge visées à l'article 21, § 3, 2°, 3° et 4°. »

**Art. 20.** Il est ajouté au chapitre II du titre III du même arrêté une section 5 rédigée comme suit :

« Section 5 - Subvention particulière en vue de financer les primes syndicales

Art. 31<sup>quater</sup>. L'agence verse aux services, sur base des normes quantitatives visées aux annexes IX et X, un montant destiné à couvrir leurs obligations en matière de prime syndicale à accorder à leurs travailleurs. Ce montant correspond au résultat du calcul visé à l'article 92 pour 2002, divisé par le total des normes quantitatives relevées dans les services. »

**Art. 21.** A l'article 35 du même arrêté, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En cas d'utilisation d'un véhicule automobile par la personne handicapée pour le déplacement visé au § 1<sup>er</sup> et éventuellement la personne qui l'accompagne, l'Agence rembourse les frais de transport au taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001. »

**Art. 22.** A l'article 41<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le membre de phrase « y compris en court séjour » est supprimé.

**Art. 23.** A l'article 41<sup>bis</sup> du même arrêté, il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« S'il s'agit d'un bénéficiaire jeune accueilli et hébergé dans un service résidentiel pour jeunes en court séjour, la part contributive prévue à l'article 40 est fixée par jour de présence du bénéficiaire au même montant que celui de la subvention journalière repris à l'annexe V pour ce type de service. »

**Art. 24.** A l'article 42, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, le montant de « 141,62 » est remplacé par « 143,41. »

**Art. 25.** L'article 47 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de cumul de prise en charge tel qu'autorisé par l'article 19, la part contributive due par la personne handicapée ou son représentant légal au service résidentiel ou au service de placement familial est diminuée du montant de la part contributive due au service d'accueil de jour. »

**Art. 26.** Le dernier alinéa de l'article 53 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour 2003, le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°, est fixé à 100,328 % ». »

**Art. 27.** A l'article 55 du même arrêté il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Dans une entité administrative telle qu'elle est définie à l'article 2, 18°, les normes quantitatives par services visées aux annexes IX et X sont additionnées et contrôlées en globalisant le personnel affecté aux différents services concernés. »

**Art. 28.** A l'article 75<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, la référence à l'article « 62 » est remplacée par « 62, alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 29.** A l'article 82<sup>ter</sup> du même arrêté il est ajouté un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. La capacité agréée en court séjour dans les services visés au § 2 est réduite d'une unité si au terme de deux années civiles complètes, la moyenne des journées de présence en court séjour est inférieure à 100 jours de présence. »

**Art. 30.** A l'article 82<sup>quater</sup>, § 2, du même arrêté il est inséré après le premier alinéa, l'alinéa suivant :

« Les montants par prise en charge utilisés pour le calcul de la subvention annuelle d'un court séjour visé à l'article 19, 16°, sont ramenés à ceux applicables aux services résidentiels de nuit pour adultes. »

**Art. 31.** A l'article 85, 5°, du même arrêté, un point g) rédigé comme suit est ajouté :

« g) de prises en charge pour jeunes en service résidentiel vers des prises en charge en service d'Aide à l'intégration. »

**Art. 32.** L'article 88 du même arrêté est complété par les dispositions suivantes :

« En cas de transformation de services, cette subvention est répartie entre les services concernés au prorata des places transférées.

En cas de transformation vers un service autre que ceux visés à l'article 30, cette subvention reste acquise au service initiateur de la transformation. »

**Art. 33.** La disposition prévue à l'article 89 du même arrêté est remplacée par la disposition suivante :

« Pour 2003 et 2004 :

1° la capacité agréée d'un service agréé pour 60 prises en charge au plus, est réduite de trois unités lorsque lors des trois années d'attribution précédentes, l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de trois unités au moins à la capacité agréée;

2° la capacité agréée d'un service agréé pour plus de 60 prises en charge et moins de 120 prises en charge est réduite de six unités lorsque lors des trois années d'attribution précédentes, l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de six unités au moins à la capacité agréée;

3° la capacité agréée d'un service agréé pour plus de 120 prises en charge est réduite de neuf unités lorsque lors des trois années d'attribution précédentes, l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de neuf unités au moins à la capacité agréée. »

**Art. 34.** A l'article 89octies, § 1<sup>er</sup>, la disposition visée au point 2 est remplacée par la disposition suivante :

« 2. réaliser cette transformation au plus tard au cours de l'exercice 2003. »

**Art. 35.** A l'article 89octies, § 2, 1), le membre de phrase « l'ancienneté pécuniaire moyenne du service est évaluée sur base de la liste du personnel visée à l'article 29, § 2, relative à l'exercice 2001 » est remplacé par : « l'ancienneté pécuniaire moyenne du service est déterminée sur base de la dernière liste du personnel visée à l'article 29, § 2, connue de l'Agence. »

**Art. 36.** Le premier alinéa du § 4 de l'article 89octies du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, pour les services visés à l'article 81quater, § 3, et qui ont choisi de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2006 la date de prise de cours de la réduction de leur capacité agréée, la période de référence permettant de déterminer l'occupation moyenne de référence qui sert de base au calcul de la subvention annuelle 2005 s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003, ou du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2001 si l'occupation moyenne effective de l'année 2003 est supérieure à l'occupation moyenne effective de l'année 2001. »

**Art. 37.** Les dispositions de l'article 92 sont remplacées par la disposition suivante :

« Pour les exercices 1999, 2000, 2001 et 2002, dans les limites du budget réservé à cet effet, l'Agence verse au nom des services, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public telle qu'exécutée par les arrêtés royaux des 26 et 30 septembre 80. »

**Art. 38.** L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

**Art. 39.** Les dispositions de l'annexe III du même arrêté sont remplacées par les dispositions de l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 40.** L'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

**Art. 41.** A l'annexe VI du même arrêté, le dernier alinéa du § 2 du point III est remplacé par la disposition suivante :

« De même en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire reconnue avant le changement de fonction reste acquise, compte tenu néanmoins des âges de prises de rangs tels qu'ils sont définis au point II de la présente annexe. »

**Art. 42.** A l'annexe VI du même arrêté est inséré un titre IV rédigé comme suit :

« IV. Aménagement de la fin de carrière.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social « Old Timer » en application de la convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la commission paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée « plan Tandem », est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit être préalablement reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celles prévues par la convention collective de travail précitée. »

**Art. 43.** L'annexe XII est abrogée.

**Art. 44.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2003 à l'exception des articles 37 et 38 qui produisent leurs effets le 24 septembre 2002.

Namur, le 3 juillet 2003

Le Ministre-Président,  
J.- Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 1

## « Annexe II (visée aux articles 13, 20, 29, 54 et à l'annexe III)

**QUALIFICATIONS ET FORMATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES  
POUR LA DÉTERMINATION DES SUBVENTIONS****Educateur classe III**

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures ou secondaires supérieures (formation générale ou technique);
- brevet ou certificat de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures;
- diplôme de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire qui ne permet pas d'accéder à la qualification d'éducateur classe I;
- brevet de puéricultrice, brevet d'aide ou d'auxiliaire familial(e) et sanitaire, certificat de qualification d'assistant(e) familial(e) et sanitaire, certificat de garde-malade, brevet d'hospitalier(e) ou brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers et engagés avant le 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Les éducateurs classe III, engagés après la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, doivent en outre justifier, dans les deux ans de leur engagement, d'une ou de formation(s) complémentaire(s) d'une durée totale minimale de 200 heures sur des problématiques devant leur permettre de mieux exercer leur fonction éducative. Le Ministre déterminera les formations complémentaires qu'il juge correspondre à l'exigence précitée.

**Educateur classe II B**

- Les éducateurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme éducateurs classe IIB et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction.

- Les éducateurs classe III, les puéricultrices, les gardes-malades et les aides familiales et sanitaires ayant 10 ans d'ancienneté dans une ou plusieurs de ces fonctions et qui au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés dans un service visé à l'article 2, 11° et totalisaient à cette date sept ans d'ancienneté ou plus dans une ou plusieurs de ces fonctions.

- Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°.

**Educateur classe IIA**

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat :

- en éducation de l'enfance (D3TQ);
- en sciences sociales appliquées (D3TQ);
- en techniques sociales (D3TQ);
- en éducation physique et animation socio-culturelle (D3TQ);
- d'aspirant(e) en nursing (D3TQ);
- en assistance en gériatrie (D3TQ);
- d'agent d'éducation (D3TQ);
- d'animateur (D3TQ);
- d'agent social (D3TQ);
- en sciences sociales et éducatives (D3TTR);

- les porteurs :

— d'un diplôme ou d'un certificat attestant la réussite d'une 7<sup>e</sup> année professionnelle (D37P) en puériculture, aide familial(e) et sanitaire, assistance en gériatrie;

— d'un brevet de puéricultrice (D3P) pour autant que ceux-ci s'occupent exclusivement d'enfants de 0 à 6 ans;

— d'un brevet d'infirmier(e);

- les porteurs d'un autre diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures techniques à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, de plein exercice ou de promotion sociale;

- les éducateurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme éducateurs classe IIA et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction; les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°.

- les éducateurs classe II B ayant 10 ans d'ancienneté dans cette fonction et qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes étaient engagés dans un service visé à l'article 2, 11°, et totalisaient à cette date sept ans d'ancienneté ou plus dans cette même fonction; les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°.



### Educateur classe II

Uniquement les éducateurs de classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale;
- brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que ceux-ci s'occupent d'enfants de 0 à 6 ans;
- diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans;
- diplôme de l'enseignement normal gardien;

Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°.

### Educateur classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste et du diplôme ou certificat d'aptitude pédagogique.

### Chef éducateur

- Les éducateurs classe I qui justifient au moins d'une année de service en qualité d'éducateur classe I et d'une formation en gestion d'équipe. Le Ministre détermine les formations qui satisfont à cette exigence; Les chefs éducateurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme chefs éducateurs et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction. Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°;

- Les éducateurs classe I qui justifient au moins d'une année de service en qualité d'éducateur classe I et qui sont engagés, comme chef éducateur après le 24 septembre 2002, peuvent assurer, à titre transitoire, la fonction de chef éducateur sans devoir justifier d'une formation complémentaire en gestion d'équipe. Pour continuer à assurer cette fonction ces travailleurs doivent cependant justifier de la formation complémentaire en gestion d'équipe tel qu'exigé ci-dessus au plus tard quatre ans après le 1<sup>er</sup> septembre qui suit leur engagement.

### Educateur chef-de groupe

- Les éducateurs classe I qui justifient au moins de trois années de service en qualité d'éducateur classe I et qui possèdent un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;

- Les éducateurs chef de groupe qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme éducateurs chefs de groupe et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction; Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°;

- Les éducateurs classe I qui justifient au moins de trois années de service en qualité d'éducateur classe I et qui sont engagés comme chef de groupe après le 24 septembre 2002, peuvent assurer, à titre transitoire, la fonction de chef de groupe sans devoir justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction ces travailleurs doivent cependant justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus au plus tard quatre ans après le 1<sup>er</sup> septembre qui suit leur engagement.

### Sous-directeur classe II

- Les sous-directeurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme sous-directeurs classe II et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction. Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°.

### Sous-directeurs classe I

#### a. Sous-directeur classe I assurant une fonction pédagogique

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

- justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes;

- posséder un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;

- Les sous-directeurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme sous-directeurs classe I et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction. Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°;

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service tel qu'exigé ci-dessus et qui sont engagés comme sous-directeurs classe I après le 24 septembre 2002, peuvent assurer leur fonction, à titre transitoire, sans devoir justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction ces travailleurs doivent cependant justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus au plus tard quatre ans après le 1<sup>er</sup> septembre qui suit leur engagement.

#### b. Sous-directeur classe I assurant une fonction administrative

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation juridique, économique, administrative ou comptable et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

- justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction administrative ou comptable;

- posséder un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;

- Les sous-directeurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme sous-directeurs classe I et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction. Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°;

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation juridique, économique, administrative ou comptable qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service tel qu'exigé ci-dessus et qui sont engagés après le 24 septembre 2002, peuvent assurer leur fonction à titre transitoire, sans devoir justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction ces travailleurs doivent cependant justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus au plus tard quatre ans après le 1<sup>er</sup> septembre qui suit leur engagement.

#### Directeur classe II

Les directeurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme directeurs classe II et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction. Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°.

#### Directeurs classe I

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

- justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes;

- posséder un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;

- Les directeurs qui, au 24 septembre 2002, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés comme directeurs classe I et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction. Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°;

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service tel qu'exigé ci-dessus et qui sont engagés après le 24 septembre 2002, peuvent assurer leur fonction, à titre transitoire, sans devoir justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction ces travailleurs doivent cependant justifier d'un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus au plus tard quatre ans après le 1<sup>er</sup> septembre qui suit leur engagement.

**Commis**

Les porteurs d'un des titres suivants :

- Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).
- Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agrée après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section « Travaux de bureau » délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

**Commis-sténodactylographe**

Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.

**Rédacteur**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

**Econome**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la formation de rédacteur.

**Comptable 2e classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

**Comptable 1<sup>re</sup> classe**

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.
- Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

**Personnel ouvrier catégorie I**

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

**Personnel ouvrier catégorie II**

Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.

**Personnel ouvrier catégorie III**

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

**Personnel ouvrier catégorie IV**

Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou un établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.

**Personnel ouvrier catégorie V**

Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.

**Infirmier(ère) breveté(e)**

Les titulaires du brevet d'infirmier(ère).

**Infirmier(ère) gradué(e)**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Diététicien (ne)**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Copiste (braille) 2e classe**

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

**Copiste (braille) 1<sup>re</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

**Médecin généraliste**

Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.

**Médecin spécialiste**

Les porteurs d'un titre de qualification requis pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécification requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.



**Licencié en psychologie, psycho-pédagogie, pédagogie, kinésithérapie ou logopédie**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.

**Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

**Assistant en psychologie**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède.**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

**Rééducateur en psychomotricité**

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

**Assistant, auxiliaire, ou conseiller social**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

**Infirmier(ère) gradué(e) social(e)**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Bricoleur en appareillage A3**

Les porteurs du diplôme ou certificat de qualification de quatrième année de l'enseignement secondaire technique de qualification.

**Technicien en électronique A1 ou A2**

Les porteurs d'un diplôme octroyant un de ces titres.

**Puéricultrice, aide familial(e) et sanitaire, garde-malade ou autres fonctions assimilées**

- Les travailleurs qui, au **24 septembre 2002**, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, étaient engagés dans une des fonctions relevant de cette catégorie et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de la fonction concernée; Les mêmes travailleurs qui, postérieurement à cette date, viendraient à être engagés dans un service visé à l'article 2, 11°.

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat :

— de puéricultrice (D3P);

— d'aide familial(e) et sanitaire (D3P);

— de moniteur(trice) pour collectivités d'enfants (D3P);

— d'aide seniors;

— d'auxiliaire polyvalent(e) des services à domicile et en collectivité correspondant au certificat de qualification d'auxiliaire familial(e) et sanitaire délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice, et engagés après le **24 septembre 2002**, date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, dans une fonction d'éducateur ou d'aide soignant.

**Aide de laboratoire clinique A3**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du 3 juillet 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 3 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 2

« ANNEXE III (visée à l'article 20)

## PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

**I. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :**

- elles doivent être relatives aux bénéficiaires visés à l'art. 2 du présent arrêté donnant lieu à une subvention de l'Agence - Lorsque le service accueille ou héberge des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapée(s), les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites par l'application d'un coefficient. Celui-ci reprend au numérateur les journées de prises en charge et au dénominateur les journées d'accueil ou d'hébergement de la totalité des personnes accueillies dans le service. L'année d'attribution de la subvention est la période concernée pour le calcul de ces journées. Dans les entités administratives, celles-ci sont calculées compte tenu d'une pondération correspondant, au poids relatif des subventions moyennes théoriques par prise en charge visées à l'annexe IV des services concernés. Les journées de prises en charge figurant au numérateur sont cependant augmentées des journées des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapées à concurrence d'un maximum de 2 prises en charge pour les institutions dont l'OMR est < ou = à 60 et de 3 prises en charge pour les services dont l'OMR est > à 60 ainsi que des journées de présence des personnes handicapées pour lesquelles le Bureau régional n'a pas encore statué. L'augmentation de ces mêmes journées, lorsqu'elles concernent des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence passe respectivement à 5 et à 8 pour l'application du coefficient réducteur de charges applicable aux charges de fonctionnement imputées valablement dans les comptes suivants, repris au PCMN visé à l'article 75 § 1<sup>er</sup> : 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 et 65, et ce sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté;

- elles doivent être relatives aux frais pour lesquels l'institution a été subventionnée en fonction du présent arrêté;

- elles doivent être relatives à des infrastructures agréées par l'Agence;

- elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales dans lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;

- elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;

- elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les A.S.B.L. liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;

- elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;

- elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

**2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :****2.1. dans les comptes 60 et 61 repris au PCMN visé à l'article 75 § 1<sup>er</sup> :**

- les charges relatives aux assurances-groupes;

- la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;

- les valeurs d'investissements en ce compris les grosses réparations et gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;

- les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

- les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

- les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

- les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

- les charges de loyer entre A.S.B.L.; sauf si elles correspondent à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné. Dans ce cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup> :

- les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises aux annexes 2 à 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points I, III et IV de l'annexe VI du présent arrêté;
- les avantages complémentaires non repris dans la liste énumérée au point I de l'annexe VI du présent arrêté;
- le paiement des prestations effectuées pour le compte de l'institution par des personnes ou des sociétés de services, ne satisfaisant pas aux exigences de qualification fixées à l'annexe II;
- les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230 repris dans le PCMN visé à l'article 75 § 1<sup>er</sup>;
- les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625 repris dans le PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
- les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;
- les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur et celles qui résultent d'une transformation visée à l'article 85 pour tout autre membre du personnel;
- la partie des rémunérations du personnel PRIME prise en charge par les A.S.B.L.

2.3. dans les comptes 63 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup> :

- les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
  - 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
  - 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
  - 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles visés aux comptes 63020X qui sont amortis à un taux de 10 %.
  - 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup> à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %;
  - 10 % pour le mobilier visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
  - 20 % pour le matériel roulant visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
- L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires visés au compte 63023 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>.

Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée :

- les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
  - les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
  - les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>.
- les autres provisions visées au compte 637 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>.

2.4. dans les comptes 64 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup> :

- les amendes imputées au compte 640;
- les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup> :

- les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 6500 - « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001 - « Charges financières de leasings », 65002 - « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003 - « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570 - « Charges financières comptes bancaires », 657 1 - « Charges financières - placements »;
- les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté de l'institution. L'institution doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit.

- les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup> :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;

2.7. dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup> :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1<sup>er</sup>.

2.8. Divers :

- les dons simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégalement avec la direction.

### **3. Sont déduites des charges :**

- les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté.

Le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges :

- les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

- les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

### **4. Affectation des charges et produits aux différentes subventions visées au titre III Ch. II du présent arrêté.**

#### **4.1. Principes généraux.**

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle visée au titre III, Chapitre II Section première, les charges de fonctionnement général du service visées à l'article 20, 1<sup>o</sup> et de personnel et qui sont valablement imputées dans les comptes 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 63, 64 et 65 repris au PCMN visés à l'article 75, § 1<sup>er</sup>; Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle pour médecins visée au titre III, Chapitre II, Section 2 du présent arrêté, les charges relatives aux médecins appointés ou rémunérés dans le cadre d'une convention écrite avec le service et qui sont valablement imputées dans les comptes 62 et 6187 visés à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II, Section 3, du présent arrêté, les charges liées à la présence effective des pensionnaires et dont ils ont le bénéfice exclusif et qui sont valablement imputées dans les comptes 6010, 6011, 6012 et 609 correspondants ainsi que 613, 61601 et 6161 visés à l'article 75, § 1<sup>er</sup>.

#### **4.2. Charges et produits relevant simultanément de différentes subventions.**

« Les frais de déplacement de service » concernent les frais de véhicule n'appartenant pas à l'institution. Ils sont imputés au compte 6160 et doivent être ventilés sur base de justificatifs probants en deux sous-comptes reprenant tantôt les frais de déplacement de service relatif au fonctionnement général du service (61600), tantôt les frais de déplacement réalisés avec des pensionnaires (61601). Ces frais relèvent respectivement de la subvention annuelle et de la subvention journalière.

Les frais de déplacement imputés au compte 6161 « Service extérieur de ramassage collectif » relèvent de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II Section 3 du présent arrêté.

Les frais de véhicule appartenant à l'institution doivent être répartis dans des sous-comptes appropriés des comptes généraux, essentiellement par l'intermédiaire des comptes suivants 63022X - « Amortissement véhicule », 61204X - « Carburant véhicule », 61405X - « assurances véhicules », 640X - « Taxes véhicule », 611X - « Entretien et réparations véhicule ». La répartition de ces charges entre la subvention journalière et la subvention annuelle est opérée à partir d'une clé de répartition distinguant les kilomètres parcourus respectivement avec ou sans pensionnaires. A défaut de la tenue d'un carnet de bord permettant d'établir cette distinction, l'affectation de ces charges au sein des deux subventions concernées se réalise de la manière suivante : 10 % de ces charges relèvent de la subvention annuelle et 90 % de la subvention journalière.

Les prestations de firmes privées relèvent des enveloppes suivantes :

— Pour les préparations de repas : 40 % du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

— Pour le nettoyage de vêtements, draps etc. : 65 % du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

— Pour les prestations de secrétariat social, comptabilité, autres prestations administratives et les travaux d'entretien : 100 % du montant T.V.A.C. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif.

— Pour les prestations relatives à la supervision d'équipes éducatives : 100 % du montant T.V.A.C. sont assimilables à des frais de personnel éducatif.

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Le contrôle de l'utilisation des subventions de plusieurs services constituant une même entité administrative se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées par enveloppes et d'autre part les charges ventilées par sections dans la comptabilité. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du 3 juillet 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 3 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 3

## « Annexe IV

§ 1<sup>er</sup> LISTE DES SUBSIDES 2003 PAR PRISE EN CHARGE

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM &lt; = 60

Service résidentiel pour Jeunes

	Scol + 75 Art. 29bis S	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75 Art. 29bis NS	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	20.887,06 €	20.408,64 €	20.168,02 €	17.775,95 €	20.887,06 €	20.408,64 €	20.168,02 €	17.775,95 €
Déf.intel. mod.	24.365,23 €	23.790,57 €	23.501,82 €	20.628,51 €	27.244,21 €	26.669,55 €	26.380,80 €	23.501,82 €
Déf.intel.sév.alité	28.388,82 €	27.635,81 €	27.259,31 €	23.497,11 €	32.788,11 €	32.037,94 €	31.664,27 €	27.910,56 €
Déf.int.sév.non al.	28.765,50 €	28.012,49 €	27.635,99 €	23.873,79 €	33.164,80 €	32.414,62 €	32.040,95 €	28.287,24 €
Déf.int.prof.alité	28.388,82 €	27.635,81 €	27.259,31 €	23.497,11 €	32.788,11 €	32.037,94 €	31.664,27 €	27.910,56 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahis- sant. du dév.	28.765,50 €	28.012,49 €	27.635,99 €	23.873,79 €	33.164,80 €	32.414,62 €	32.040,95 €	28.287,24 €
Troubles caract.	28.616,70 €	27.897,67 €	27.535,32 €	23.937,31 €	32.203,39 €	31.484,36 €	31.124,84 €	27.535,32 €
Av/Ambl. - 12 ans	28.616,70 €	27.897,67 €	27.535,32 €	23.937,31 €	32.203,39 €	31.484,36 €	31.124,84 €	27.535,32 €
Av/Ambl. 12 ans et +	22.976,06 €	22.497,64 €	22.257,02 €	19.864,95 €	25.376,62 €	24.898,21 €	24.657,58 €	22.257,02 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	36.486,91 €	35.530,08 €	35.051,67 €	30.264,70 €	41.279,54 €	40.319,88 €	39.841,47 €	35.051,67 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	27.958,06 €	27.383,40 €	27.094,65 €	24.221,34 €	30.837,04 €	30.262,37 €	29.973,63 €	27.094,65 €
Troubles mot., dys- mélie, poliôm., mal- f. du squ. - 8 ans.	30.199,87 €	29.446,86 €	29.070,36 €	25.308,16 €	33.947,92 €	33.197,74 €	32.824,07 €	29.070,36 €
Troubles mot., dys- mélie, poliôm., mal- f. du squ. 8 ans et +.	27.033,29 €	26.433,15 €	26.133,08 €	23.126,71 €	30.045,31 €	29.442,34 €	29.142,27 €	26.133,08 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spi- nabif., myopathie, neurop.	40.485,45 €	39.483,33 €	38.985,10 €	33.980,15 €	45.493,23 €	44.493,94 €	43.992,87 €	38.985,10 €
Affection chron. non-contagieuse	26.181,33 €	25.606,67 €	25.317,92 €	22.444,60 €	29.060,31 €	28.485,64 €	28.196,90 €	25.317,92 €



**Service résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	28.857,60 €	28.294,06 €	28.009,51 €	25.180,68 €
B	30.290,54 €	29.696,32 €	29.400,60 €	26.435,08 €
C	37.263,19 €	36.484,84 €	36.097,06 €	32.210,91 €
Article 29bis	37.263,19 €	37.263,19 €	37.263,19 €	37.263,19 €

**Service résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	12.608,06 €
B	12.954,55 €
C et Article 29bis	13.346,84 €
D	17.455,95 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol.
Déficiência intellectuelle légère	8.359,86 €
Déficiência intellectuelle modérée	9.718,08 €
Déficiência intellectuelle sévère	9.718,08 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	13.679,17 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	12.266,39 €
Troubles caractériels.	12.676,36 €
Av/Amb. - 12 ans	10.698,49 €
Av/Amb. 12 ans et +	9.400,98 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	13.394,48 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	10.524,22 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	13.523,44 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	12.608,63 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	18.485,53 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisables**

	Non Scol.
Déficiência intellectuelle légère	10.462,13 €
Déficiência intellectuelle modérée	12.396,40 €
Déficiência intellectuelle sévère	12.396,40 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	18.017,88 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	16.012,60 €
Troubles caractériels.	18.694,08 €
Av/Amb. - 12 ans	13.790,06 €
Av/Amb. 12 ans et +	11.947,99 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	17.631,22 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	13.548,02 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	17.812,25 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	16.514,22 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	24.884,90 €

**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	13.026,25 €
B	13.173,04 €
C et Article 29bis	18.999,46 €

**Service de Placement Familial**

	6.222,96 €
--	------------

**Service Résidentiel de Transition**

	10.686,20 €
--	-------------

**b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM > 60****Service Résidentiel pour Jeunes**

	Scol + 75 Art. 29bis S	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75 Art. 29bis NS	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	19.776,10 €	19.297,68 €	19.057,06 €	16.664,99 €	19.776,10 €	19.297,68 €	19.057,06 €	16.664,99 €
Déf.intel. mod.	23.254,27 €	22.679,61 €	22.390,86 €	19.517,55 €	26.133,25 €	25.558,59 €	25.269,84 €	22.390,86 €
Déf.intel.sév.alité	27.277,86 €	26.524,85 €	26.148,35 €	22.386,15 €	31.677,16 €	30.926,98 €	30.553,31 €	26.799,60 €
Déf.int.sév.non al.	27.654,54 €	26.901,53 €	26.525,03 €	22.762,83 €	32.053,84 €	31.303,66 €	30.929,99 €	27.176,28 €
Déf.int.prof.alité	27.277,86 €	26.524,85 €	26.148,35 €	22.386,15 €	31.677,16 €	30.926,98 €	30.553,31 €	26.799,60 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahis- sant. du dév.	27.654,54 €	26.901,53 €	26.525,03 €	22.762,83 €	32.053,84 €	31.303,66 €	30.929,99 €	27.176,28 €
Troubles caract.	27.505,75 €	26.786,71 €	26.424,36 €	22.826,35 €	31.092,43 €	30.373,40 €	30.013,88 €	26.424,36 €
Av/Ambl. - 12 ans	27.505,75 €	26.786,71 €	26.424,36 €	22.826,35 €	31.092,43 €	30.373,40 €	30.013,88 €	26.424,36 €
Av/Ambl. 12 ans et +	21.865,10 €	21.386,68 €	21.146,06 €	18.753,99 €	24.265,66 €	23.787,25 €	23.546,62 €	21.146,06 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	35.375,95 €	34.419,12 €	33.940,71 €	29.153,74 €	40.168,58 €	39.208,92 €	38.730,51 €	33.940,71 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	26.847,10 €	26.272,44 €	25.983,69 €	23.110,38 €	29.726,08 €	29.151,41 €	28.862,67 €	25.983,69 €
Troubles mot., dys- mélie, poliôm., mal- f. du squ. - 8 ans.	29.088,91 €	28.335,90 €	27.959,40 €	24.197,20 €	32.836,96 €	32.086,78 €	31.713,11 €	27.959,40 €
Troubles mot., dys- mélie, poliôm., mal- f. du squ. 8 ans et +.	25.922,33 €	25.322,19 €	25.022,12 €	22.015,75 €	28.934,35 €	28.331,38 €	28.031,31 €	25.022,12 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spi- nabif., myopathie, neurop.	39.374,49 €	38.372,37 €	37.874,14 €	32.869,19 €	44.382,27 €	43.382,98 €	42.881,91 €	37.874,14 €
Affection chron. non-contagieuse	25.070,37 €	24.495,71 €	24.206,96 €	21.333,64 €	27.949,35 €	27.374,68 €	27.085,94 €	24.206,96 €

**Service résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	27.746,64 €	27.183,11 €	26.898,55 €	24.069,72 €
B	29.179,58 €	28.585,36 €	28.289,64 €	25.324,12 €
C	36.152,23 €	35.373,88 €	34.986,10 €	31.099,95 €
Article 29bis	36.152,23 €	36.152,23 €	36.152,23 €	36.152,23 €

**Service résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	11.497,10 €
B	11.843,59 €
C et Article 29bis	12.235,88 €
D	16.344,99 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol.
Déficiência intellectuelle légère	7.608,82 €
Déficiência intellectuelle modérée	8.967,03 €
Déficiência intellectuelle sévère	8.967,03 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	12.928,13 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	11.515,35 €
Troubles caractériels.	11.925,32 €
Av/Amb. - 12 ans	9.947,45 €
Av/Amb. 12 ans et +	8.649,94 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	12.643,43 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	9.773,17 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	12.772,40 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	11.857,59 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	17.734,48 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisables**

	Scol.
Déficiência intellectuelle légère	9.396,46 €
Déficiência intellectuelle modérée	11.330,73 €
Déficiência intellectuelle sévère	11.330,73 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	16.952,21 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	14.946,93 €
Troubles caractériels.	17.628,41 €
Av/Amb. - 12 ans	12.724,39 €
Av/Amb. 12 ans et +	10.882,32 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	16.565,55 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	12.482,35 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	16.746,58 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	15.448,55 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	23.819,23 €

**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	11.960,58 €
B	12.107,37 €
C et Article 29bis	17.933,79 €

**Service de Placement familial**

	6.222,96 €
--	------------

**Service résidentiel de Transition**

	10.686,20 €
--	-------------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= 60

**Service résidentiel pour Jeunes**

	Scol + 75 Art. 29bis S	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75 Art. 29bis NS	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	20.241,19 €	19.787,22 €	19.558,90 €	17.289,05 €	20.241,19 €	19.787,22 €	19.558,90 €	17.289,05 €
Déf.intel. mod.	23.541,64 €	22.996,34 €	22.722,35 €	19.995,85 €	26.273,51 €	25.728,21 €	25.454,22 €	22.722,35 €
Déf.intel.sév.alité	27.359,64 €	26.645,11 €	26.287,84 €	22.717,88 €	31.534,14 €	30.822,30 €	30.467,72 €	26.905,81 €
Déf.int.sév.non al.	27.717,07 €	27.002,54 €	26.645,28 €	23.075,31 €	31.891,58 €	31.179,73 €	30.825,15 €	27.263,25 €
Déf.int.prof.alité	27.359,64 €	26.645,11 €	26.287,84 €	22.717,88 €	31.534,14 €	30.822,30 €	30.467,72 €	26.905,81 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahis- sant. du dév.	27.717,07 €	27.002,54 €	26.645,28 €	23.075,31 €	31.891,58 €	31.179,73 €	30.825,15 €	27.263,25 €
Troubles caract.	27.575,88 €	26.893,58 €	26.549,75 €	23.135,58 €	30.979,30 €	30.297,00 €	29.955,86 €	26.549,75 €
Av/Ambl. - 12 ans	27.575,88 €	26.893,58 €	26.549,75 €	23.135,58 €	30.979,30 €	30.297,00 €	29.955,86 €	26.549,75 €
Av/Ambl. 12 ans et +	22.223,45 €	21.769,48 €	21.541,15 €	19.271,31 €	24.501,35 €	24.047,38 €	23.819,05 €	21.541,15 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	35.043,94 €	34.136,01 €	33.682,04 €	29.139,67 €	39.591,69 €	38.681,06 €	38.227,10 €	33.682,04 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	26.950,89 €	26.405,59 €	26.131,60 €	23.405,10 €	29.682,76 €	29.137,46 €	28.863,47 €	26.131,60 €
Troubles mot.,dys- mélie, poliom., mal- f.du squ. - 8 ans.	29.078,15 €	28.363,62 €	28.006,35 €	24.436,39 €	32.634,68 €	31.922,84 €	31.568,26 €	28.006,35 €
Troubles mot.,dys- mélie, poliom., mal- f.du squ. 8 ans et +.	26.073,37 €	25.503,89 €	25.219,16 €	22.366,41 €	28.931,49 €	28.359,33 €	28.074,59 €	25.219,16 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spi- nabif., myopathie, neurop.	38.838,17 €	37.887,25 €	37.414,48 €	32.665,27 €	43.590,07 €	42.641,84 €	42.166,38 €	37.414,48 €
Affection chron. non-contagieuse	25.264,94 €	24.719,64 €	24.445,65 €	21.719,15 €	27.996,81 €	27.451,51 €	27.177,52 €	24.445,65 €

**Service résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	27.804,46 €	27.269,72 €	26.999,71 €	24.315,42 €
B	29.164,19 €	28.600,33 €	28.319,72 €	25.505,73 €
C	35.780,55 €	35.041,98 €	34.674,01 €	30.986,43 €
Article 29bis	35.780,55 €	35.780,55 €	35.780,55 €	35.780,55 €

**Service résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	12.385,23 €
B	12.714,00 €
C et Article 29bis	13.086,26 €
D	16.985,40 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol.
Déficiência intellectuelle légère	8.163,07 €
Déficiência intellectuelle modérée	9.448,43 €
Déficiência intellectuelle sévère	9.448,43 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	13.197,01 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	11.860,03 €
Troubles caractériels.	12.248,00 €
Av/Ambl. - 12 ans	10.376,25 €
Av/Ambl. 12 ans et +	9.148,34 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	12.927,59 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	10.211,32 €
Tr. mot., dysmélie, poliôm., malf.du squ. - 8 a.	13.049,64 €
Tr. mot., dysmélie, poliôm., malf.du squ. 8 a. et +.	12.183,91 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	17.745,51 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisables**

	Non scol.
Déficiência intellectuelle légère	10.182,17 €
Déficiência intellectuelle modérée	12.012,67 €
Déficiência intellectuelle sévère	12.012,67 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	17.332,57 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	15.434,87 €
Troubles caractériels.	17.972,49 €
Av/Ambl. - 12 ans	13.331,56 €
Av/Ambl. 12 ans et +	11.588,32 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	16.966,64 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	13.102,51 €
Tr. mot., dysmélie, poliôm., malf.du squ. - 8 a.	17.137,97 €
Tr. mot., dysmélie, poliôm., malf.du squ. 8 a. et +.	15.909,57 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	23.831,17 €



**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	12.608,73 €
B	12.747,65 €
C et Article 29bis	18.261,48 €

**Service de Placement familial**

	5.958,31 €
--	------------

**Service résidentiel de Transition**

	10.144,84 €
--	-------------

**d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > 60****Service résidentiel pour Jeunes**

	Scol + 75 Art. 29bis S	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75 Art. 29bis NS	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	19.130,23 €	18.676,26 €	18.447,94 €	16.178,09 €	19.130,23 €	18.676,26 €	18.447,94 €	16.178,09 €
Déf.intel. mod.	22.430,68 €	21.885,38 €	21.611,39 €	18.884,89 €	25.162,55 €	24.617,25 €	24.343,26 €	21.611,39 €
Déf.intel.sév.alité	26.248,68 €	25.534,15 €	25.176,88 €	21.606,92 €	30.423,18 €	29.711,34 €	29.356,76 €	25.794,85 €
Déf.int.sév.non al.	26.606,11 €	25.891,58 €	25.534,32 €	21.964,35 €	30.780,62 €	30.068,77 €	29.714,19 €	26.152,29 €
Déf.int.prof.alité	26.248,68 €	25.534,15 €	25.176,88 €	21.606,92 €	30.423,18 €	29.711,34 €	29.356,76 €	25.794,85 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahis- sant. du dév.	26.606,11 €	25.891,58 €	25.534,32 €	21.964,35 €	30.780,62 €	30.068,77 €	29.714,19 €	26.152,29 €
Troubles caract.	26.464,92 €	25.782,62 €	25.438,79 €	22.024,62 €	29.868,34 €	29.186,04 €	28.844,90 €	25.438,79 €
Av/Ambl. - 12 ans	26.464,92 €	25.782,62 €	25.438,79 €	22.024,62 €	29.868,34 €	29.186,04 €	28.844,90 €	25.438,79 €
Av/Ambl. 12 ans et +	21.112,49 €	20.658,52 €	20.430,19 €	18.160,35 €	23.390,39 €	22.936,42 €	22.708,10 €	20.430,19 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	33.932,98 €	33.025,05 €	32.571,08 €	28.028,71 €	38.480,73 €	37.570,10 €	37.116,14 €	32.571,08 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	25.839,93 €	25.294,63 €	25.020,64 €	22.294,14 €	28.571,80 €	28.026,50 €	27.752,51 €	25.020,64 €
Troubles mot.,dys- mélie, poliôm., mal- f.du squ. - 8 ans.	27.967,19 €	27.252,66 €	26.895,39 €	23.325,43 €	31.523,72 €	30.811,88 €	30.457,30 €	26.895,39 €
Troubles mot.,dys- mélie, poliôm., mal- f.du squ. 8 ans et +.	24.962,41 €	24.392,93 €	24.108,20 €	21.255,45 €	27.820,53 €	27.248,37 €	26.963,63 €	24.108,20 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spi- nabif., myopathie, neurop.	37.727,21 €	36.776,29 €	36.303,52 €	31.554,31 €	42.479,11 €	41.530,88 €	41.055,42 €	36.303,52 €
Affection chron. non-contagieuse	24.153,98 €	23.608,68 €	23.334,69 €	20.608,19 €	26.885,85 €	26.340,55 €	26.066,56 €	23.334,69 €

**Service résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	26.693,50 €	26.158,76 €	25.888,75 €	23.204,47 €
B	28.053,23 €	27.489,37 €	27.208,76 €	24.394,77 €
C	34.669,59 €	33.931,02 €	33.563,05 €	29.875,47 €
Article 29bis	34.669,59 €	34.669,59 €	34.669,59 €	34.669,59 €

**Service résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	11.274,27 €
B	11.603,05 €
C et Article 29bis	11.975,30 €
D	15.874,44 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol.
Déficiência intellectuelle légère	7.412,03 €
Déficiência intellectuelle modérée	8.697,38 €
Déficiência intellectuelle sévère	8.697,38 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	12.445,97 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	11.108,98 €
Troubles caractériels.	11.496,96 €
Av/Adbl. - 12 ans	9.625,20 €
Av/Adbl. 12 ans et +	8.397,30 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	12.176,55 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	9.460,27 €
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 a.	12.298,60 €
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 a. et +.	11.432,87 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	16.994,47 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisables**

	Non scol.
Déficiência intellectuelle légère	9.116,50 €
Déficiência intellectuelle modérée	10.947,00 €
Déficiência intellectuelle sévère	10.947,00 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	16.266,90 €
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	14.369,20 €
Troubles caractériels.	16.906,82 €
Av/Adbl. - 12 ans	12.265,89 €
Av/Adbl. 12 ans et +	10.522,65 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	15.900,97 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	12.036,84 €
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 a.	16.072,30 €
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 a. et +.	14.843,90 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	22.765,50 €

**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	11.543,06 €
B	11.681,98 €
C et Article 29bis	17.195,81 €

**Service de Placement familial**

	5.958,31 €
--	------------

**Service résidentiel de Transition**

	10.144,84 €
--	-------------

§ 2. Les subventions par prise en charge qui figurent au § 1<sup>er</sup> de la présente annexe ont été calculés par addition des montants suivants :

**a) Pour les services autres que les services de placement familial et les services résidentiels de transition****Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :**

2.556,63 € en service résidentiel < = 60 prises en charge

2.543,21 € en service résidentiel > 60 prises en charge

1.257,86 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. < = 60 prises en charge

1.186,44 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. > 60 prises en charge

959,89 € en service d'accueil de jour pour jeunes avec une OM < = 60 prises en charge

949,16 € en service d'accueil de jour pour jeunes avec une OM > 60 prises en charge

**Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :**

5.690,35 € en service résidentiel < = 60 prises en charge

4.592,80 € en service résidentiel > 60 prises en charge

3.985,93 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. < = 60 prises en charge

2.991,68 € en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. > 60 prises en charge

3.731,99 € en service d'accueil de jour pour jeunes avec une OM < = 60 prises en charge

2.991,68 € en service d'accueil de jour pour jeunes avec une OM > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

18.874,44 € pour le personnel administratif

21.479,63 € pour les comptables

16.877,63 € pour les ouvriers

26.184,03 € pour les assistants sociaux

24.998,60 € pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est < = à 60

32.645,10 € pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 % en service résidentiel

54,15 % en service d'accueil de jour

**Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif) :**

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

27.567,57 € pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

22.130,27 € pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éduc.

18.535,10 € pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés

25.802,02 € pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

1° Pour les institutions privées 61,85 % en service résidentiel

54,15 % en service d'accueil de jour

2° Pour les institutions publiques 53,58 % en service résidentiel

45,88 % en service d'accueil de jour

On applique ensuite le coefficient suivant, compte tenu des disponibilités budgétaires :

- 82 % en service résidentiel pour jeunes
- 82 % en service résidentiel de nuit pour adultes
- 82 % en service résidentiel pour adultes
- 70 % en service d'accueil de jour pour jeunes
- 100 % en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés
- 85 % en service d'accueil de jour pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point a) de l'annexe XIV est réajustée annuellement par l'Agence :

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institution constatée durant l'année de référence soit :

- 69,13 % EDUC.I / 30,87 % EDUC. II en service résidentiel pour adultes
- 84,58 % EDUC.I / 15,42 % EDUC. II en service résidentiel de nuit pour adultes
- 77,74 % EDUC.I / 22,26 % EDUC. II en service résidentiel pour jeunes
- 83,27 % EDUC.I / 16,73 % EDUC. II en service d'accueil de jour pour jeunes
- 79,17 % EDUC.I / 20,83 % EDUC. II en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables
- 83,72 % EDUC.I / 16,28 % EDUC. II en service d'accueil de jour pour adultes

**b) pour les services de placement familial :**

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

1.289,94 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

- 26.184,03 € pour la fonction de Directeur
- 26.184,03 € pour la fonction d'Assistant social et/ou éducateur (minimum cl. 2A)
- 27.567,57 € pour les Psychologues et/ou Paramédicaux
- 17.742,21 € pour la fonction de commis

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

- 54,15 % pour les institutions privées
- 45,88 % pour les institutions publiques

**c) pour les services résidentiels de transition**

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

333,69 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

les coefficients de subventionnement prévus au point c) de l'annexe XIV sont multipliés par le barème suivant, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

26.184,03 € sur base de l'échelle 16

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

- 58,15 % pour les institutions privées
- 49,88 % pour les institutions publiques ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 3 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3979

[C — 2003/201257]

**3 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 1998, 20 mei 1999, 3 juni 1999, 29 juni 2000, 11 januari 2001, 13 december 2001, 26 juni 2002 en 5 september 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 februari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 februari 2003;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de volgende overwegingen :

- De Waalse Regering en de vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersverenigingen hebben op 16 mei 2000 een kaderovereenkomst gesloten voor de Waalse non-profitsector voor een periode van 2000 tot 2006. Dit akkoord heeft tot doel in te spelen op de problemen verbonden met slechte arbeidsomstandigheden, door te voorzien, in zijn punt 2.3, in de goedkeuring van specifieke maatregelen voor het einde van de loopbaan in de sector van de paritaire commissie 319.02 die bestaan uit een vermindering van de werktijd, gecompenseerd door de aanwerving van andere werknemers;

- voornoemde paritaire commissie heeft op 7 januari 2003 een collectieve arbeidsovereenkomst aangegaan waarbij genoemde maatregelen, die toepasselijk zijn vanaf die datum, worden georganiseerd;

- verschillende bepalingen van dit besluit regelen de financiering van die maatregelen en de vertraging van de uitvoering daarvan zou de betrokken werknemers derhalve benadelen;

- verschillende bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, vervallen op 31 december 2002 en de rechtelijke continuïteit daarvan moet dus worden verzekerd;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juni 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, daarvan.

**Art. 2.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 97, wordt een punt 18° ingevoegd, luidend als volgt :

« 18° - Administratieve entiteit : entiteit die bestaat uit verschillende door het Agentschap erkende diensten, bestaand uit eenzelfde inrichtende macht, beheerd door een gemeenschappelijk directoraat-generaal dat verantwoordelijk is, voor dit geheel van diensten, voor het dagelijks beheer, zowel administratief, financieel als van het personeel.

Het dagelijks beheer impliceert :

- de effectieve dagelijkse macht om bevelen en richtlijnen te geven aan het personeel, met inbegrip van de administratieve pool die gemeenschappelijk is aan deze diensten;

- het beschikken over de middelen waarbij zij de financiële lasten betreffende de dagelijkse werking van de betrokken diensten kan dragen;

- de coördinatie, in voorkomend geval, van de verschillende directies binnen de entiteit.

De leiding van dit geheel van door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten moet voortdurend uitgevoerd worden en als dusdanig vastgelegd zijn bij de arbeidsovereenkomst of het besluit tot benoeming van de toezichthoudende overheid.

De bij de hergroepering betrokken diensten moeten gelegen zijn op een redelijke afstand van de plaats waar de directie voornamelijk zetelt en waar de administratieve gegevens die noodzakelijk zijn voor het dagelijks beheer, worden bewaard. »

**Art. 3.** In artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit, wordt het zinsdeel « wordt het aantal tenlastenemingsdagen beperkt tot maximum » vervangen door « wordt het aantal tenlastenemingsdagen gevaloriseerd ten belope van. »

**Art. 4.** Artikel 5, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« De residentiële overgangsdienst biedt de begunstigden de mogelijkheid om zich voor te bereiden op een wederopname in hun gezin of op een autonoom leven in individuele of gemeenschappelijke woningen, met maximum zes personen per wooneenheid. Deze woningen zijn buiten de site van andere residentiële diensten gelegen. »



**Art. 5.** Artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Bij de hernieuwingsaanvraag moeten de stukken bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1°, 2° en 6° worden gevoegd. Dit laatste moet niet worden bezorgd indien het laatste attest geldig blijft voor ten minste één jaar op de datum van hernieuwing van de erkenning. »

**Art. 6.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Wat betreft de in de artikelen 81ter en 81quater, §§ 1 en 2, bedoelde diensten, mag de omvorming uiterlijk 31 december 2003 worden uitgevoerd. »

**Art. 7.** In artikel 12, § 7, wordt het eerste lid gewijzigd als volgt :

« Met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen, de residentiële overgangsdiensten en de residentiële nachtdiensten, houdt de dienst een register bij van de activiteiten die hij zowel binnen als buiten de inrichting organiseert. »

**Art. 8.** Artikel 13, § 1, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

« De technische, boekhoudkundige en budgettaire autonomie kan eventueel verkregen worden via de organisatie van een administratieve entiteit. »

**Art. 9.** In artikel 13, § 1, 4°, van hetzelfde besluit, wordt het zinsdeel « of van de directeur-generaal van de administratieve entiteit » ingevoegd na het zinsdeel « onder diens verantwoordelijkheid ».

**Art. 10.** In § 1, 1°, van artikel 15 van hetzelfde besluit, wordt de term « 1,5 eenheid » vervangen door de term « 2 eenheden ».

**Art. 11.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4°. De in 1°, 2° en 3° bedoelde eerste twee toewijzingsjaren zijn 2003 en 2004. »

**Art. 12.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 16° een tenlasteneming in kort verblijf in een residentiële dienst voor volwassenen en een dagonthaaldienst;

17° een tenlasteneming in kort verblijf in een residentiële nachtdienst en een tenlasteneming in kort verblijf in een dagonthaaldienst voor volwassenen. »

**Art. 13.** Het tweede lid van § 2 van artikel 22 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« De dag waarop de afvloeiing plaatsvindt, wordt uiterlijk vastgesteld de laatste dag waarop de begunstigde aanwezig is. Met de laatste aanwezigheidsdag gelijkgesteld wordt, de laatste dag van een periode van ziekte of ziekenhuisopname, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 4°. »

**Art. 14.** Het op twee na laatste lid van artikel 23, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Die toelage bestaat uit een toegekend bedrag en een supplement voor de anciënniteit. »

**Art. 15.** In artikel 23, § 3, van hetzelfde besluit, wordt het voorlaatste lid gewijzigd als volgt :

« Tijdens de twee boekjaren na de omvorming wordt dat bedrag jaarlijks toegekend en vermenigvuldigd met de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt.

Tijdens die twee boekjaren, in afwijking van artikel 23, § 1, is de referentieperiode voor het vastleggen van de gemiddelde referentiebezetting alsook van het bezoekpercentage voor weekeinden, vakantie- en feestdagen, die als basis worden gebruikt voor de berekening van de jaarlijkse toelage van de tenlastenemingen die voorafgaan aan de omvorming, begrepen tussen 1 januari en 31 december van het jaar dat voorafgaat aan de omvorming. Op dezelfde wijze, in afwijking van artikel 24, § 1, 3°, is de voor deze berekening in acht genomen erkende capaciteit degene die waargenomen wordt op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan de omvorming. »

**Art. 16.** In artikel 24 van hetzelfde besluit, wordt § 3 gewijzigd als volgt :

« De getallen 1, 5, 3 en 4,5 bedoeld in § 2 worden met twee vermenigvuldigd wat betreft de diensten voor jongeren en de residentiële overgangsdiensten. Wat betreft deze laatste, worden de getallen opgenomen in de tenlastenemingschijven bedoeld in § 2 gedeeld door 4. »

**Art. 17.** De eerste acht leden van artikel 26 van hetzelfde besluit worden § 1.

De bepaling van het laatste lid wordt geschrapt en vervangen door § 2, luidend als volgt :

« § 2. De gemiddelde referentiebezetting die in acht moet worden genomen voor de plaatsen geschapen door omvorming tijdens het jaar daarvan alsook tijdens de twee volgende jaren, is gelijk aan degene die werd vastgelegd bij de vaststelling van de jaarlijkse toelage betreffende die plaatsen, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 23, § 3.

Wat betreft de dienst die een omvorming heeft geïnitieerd, worden de supplementen voor anciënniteit in de loop van het jaar van de omvorming berekend op grond van de geldelijke anciënniteit over het hele jaar. »

**Art. 18.** In artikel 26 van hetzelfde besluit, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van de bepalingen van § 1, is de omvang van de bezoldigde prestaties die in acht genomen wordt voor de berekening van de anciënniteit van de werknemer die in aanmerking komt voor een maatregel voor de regeling van de loopbaanbeëindiging, zoals bedoeld in punt IV van bijlage VI, gelijk aan degene waarvoor hij in aanmerking kwam vóór de vermindering van zijn prestaties tot een halftijdse betrekking.

De omvang van de bezoldigde prestaties van de werknemer aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn prestaties vermindert tot een halftijdse betrekking in het kader van deze bepaling, wordt niet in acht genomen. »

**Art. 19.** In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° in residentiële nachtdienst voor volwassenen :

a) 133,86 voor de tenlastenemingen bedoeld in artikel 21, § 3, 1°;

b) 213,19 voor de tenlastenemingen bedoeld in artikel 21, § 3, 2°, 3° en 4° ».

**Art. 20.** In hoofdstuk II van titel III van hetzelfde besluit wordt een sectie 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Sectie 5 - Bijzondere toelage met het oog op de financiering van de vakbondspremies

**Art. 31<sup>quater</sup>.** Het Agentschap stort aan de diensten, op grond van de kwantitatieve normen bedoeld in bijlagen IX en X, een bedrag ter dekking van hun verplichtingen betreffende de aan de werknemers toe te kennen vakbondspremie. Dit bedrag stemt overeen met het resultaat van de in artikel 92 bedoelde berekening voor 2002, gedeeld door het totaal van de in de diensten waargenomen kwantitatieve normen. »

**Art. 21.** In artikel 35 van hetzelfde besluit, wordt § 2 gewijzigd als volgt :

« § 2. Als de gehandicapte persoon, en eventueel de persoon die hem begeleidt, een auto gebruikt voor de in § 1 bedoelde verplaatsing, betaalt het Agentschap de vervoerkosten terug op grond van het percentage dat voor het personeel van de Ministeries is vastgesteld bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001. »

**Art. 22.** In artikel 41<sup>bis</sup>, § 1, van hetzelfde besluit, wordt het zinsdeel « met inbegrip van het kort verblijf » geschrapt.

**Art. 23.** In artikel 41<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit, wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Als het gaat om een jonge begunstigde die in een residentiële dienst voor jongeren in kort verblijf wordt opgevangen en gehuisvest, wordt de in artikel 40 bedoelde bijdrage per dag aanwezigheid van de begunstigde vastgesteld op hetzelfde bedrag als dat van de dagelijkse toelage bedoeld in bijlage V voor dat type dienst. »

**Art. 24.** In artikel 42, § 1, laatste lid, wordt het bedrag « 141,62 » vervangen door « 143,41 ».

**Art. 25.** Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« In geval van cumulatie van tenlastenemingen, zoals bedoeld in artikel 19, wordt de bijdrage die door de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger moet worden betaald aan de residentiële dienst of aan de dienst voor plaatsing in gezinnen, vermindert met het bedrag van de bijdrage die moet worden betaald aan de dagonthaaldienst. »

**Art. 26.** Het laatste lid van artikel 53 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Voor 2003 wordt het aanpassingscoëfficiënt bedoeld in artikel 24, § 1, 2°, vastgesteld op 100,328 % ».

**Art. 27.** In artikel 55 van hetzelfde besluit, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In een administratieve entiteit, zoals bedoeld in artikel 2, 18°, worden de in bijlage IX en X bedoelde kwantitatieve normen per dienst opgeteld en gecontroleerd door het totaal op te maken van het personeel aangesteld bij de verschillende betrokken diensten. »

**Art. 28.** In artikel 75<sup>quater</sup>, § 1, wordt de verwijzing naar artikel « 62 » vervangen door « 62, eerste lid ».

**Art. 29.** In artikel 82<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De erkende capaciteit in kort verblijf in de in § 2 bedoelde diensten wordt vermindert met één eenheid indien, aan het einde van twee volledige boekjaren, het gemiddelde van de aanwezigheidsdagen in kort verblijf lager is dan 100 aanwezigheidsdagen. »

**Art. 30.** In artikel 82<sup>quater</sup>, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het volgende lid ingevoegd na het eerste lid :

« De bedragen per tenlasteneming die worden gebruikt voor de berekening van de jaarlijkse toelage van een kort verblijf bedoeld in artikel 19, 16°, worden teruggebracht naar degene die van toepassing zijn op de residentiële nachtdiensten voor volwassenen. »

**Art. 31.** In artikel 85, 5°, van hetzelfde besluit, wordt een punt g) ingevoegd, luidend als volgt :

« g) van tenlastenemingen van jongeren in een residentiële dienst naar tenlastenemingen in een hulpdienst voor integratie. »

**Art. 32.** Artikel 88 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« In geval van omvorming van diensten, wordt die toelage verdeeld onder de betrokken diensten naar rata van de overgedragen plaatsen.

In geval van omvorming naar een andere dienst als die bedoeld in artikel 30, blijft de toelage toekomen aan de dienst die deze omvorming heeft geïnitieerd. »

**Art. 33.** De bepaling bedoeld in artikel 89 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Voor 2003 en 2004 :

1° de erkende capaciteit van een dienst erkend voor hoogstens 60 tenlastenemingen wordt verminderd met drie eenheden als in de drie voorafgaande toewijzingsjaren, het Agentschap heeft waargenomen dat de gemiddelde referentiebezetting lager was dan de erkende capaciteit met minstens drie eenheden;

2° de erkende capaciteit van een dienst erkend voor meer dan 60 en minder dan 120 tenlastenemingen wordt verminderd met zes eenheden als in de drie voorafgaande toewijzingsjaren, het Agentschap heeft waargenomen dat de gemiddelde referentiebezetting lager was dan de erkende capaciteit met minstens zes eenheden;

3° de erkende capaciteit van een dienst erkend voor meer dan 120 tenlastenemingen wordt verminderd met negen eenheden als in de drie voorafgaande toewijzingsjaren, het Agentschap heeft waargenomen dat de gemiddelde referentiebezetting lager was dan de erkende capaciteit met minstens negen eenheden. »

**Art. 34.** In artikel 89*octies*, wordt de in punt 2 bedoelde bepaling vervangen door de volgende bepaling :

« 2. bedoelde omvorming doorvoeren tijdens het werkjaar 2003 ».

**Art. 35.** In artikel 89*octies*, § 2, 1), wordt het zinsdeel « wordt de gemiddelde geldelijke anciënniteit van de dienst geëvalueerd op grond van de personeelslijst bedoeld in artikel 29, § 2, met betrekking tot het werkjaar 2001 » vervangen door : « wordt de gemiddelde geldelijke anciënniteit van de dienst geëvalueerd op grond van de laatste personeelslijst bedoeld in artikel 29, § 2, die bij het Agentschap gekend is ».

**Art. 36.** Het eerste lid, § 4, van artikel 89*octies* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« In afwijking van artikel 23, § 1, loopt de referentieperiode waarmee de gemiddelde referentiebezetting bepaald kan worden die als grondslag dient voor de berekening van de jaarlijkse subsidie 2005, voor de diensten bedoeld in artikel 81*quater*, § 3, die ervoor gekozen hebben om het tijdstip waarop de vermindering van hun erkende capaciteit ingaat tot 1 januari 2006 uit te stellen, van 1 januari tot en met 31 december 2003, of van 1 januari tot 31 december 2001 als de gemiddelde effectieve bezetting van het jaar 2003 meer bedraagt dan de gemiddelde effectieve bezetting van het jaar 2001. »

**Art. 37.** De bepalingen van artikel 92 worden vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de boekjaren 1999, 2000, 2001 en 2002, binnen de perken van de daarvoor bestemde begroting, stort het Agentschap namens de diensten, aan het fonds belast met de betaling van de vakbondspremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal in aanmerking komende werknemers, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer vastgesteld overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, zoals uitgevoerd bij de koninklijke besluiten van 26 en 30 september 80. »

**Art. 38.** Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

**Art. 39.** De bepalingen van bijlage III bij hetzelfde besluit worden vervangen door de bepalingen van bijlage 2 bij dit besluit.

**Art. 40.** Bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 3 bij dit besluit.

**Art. 41.** In bijlage VI bij hetzelfde besluit, wordt het laatste lid van § 2 van punt III vervangen door de volgende bepaling :

« In geval van verandering van functie binnen dezelfde instelling, blijft de voor de verandering van functie erkende geldelijke anciënniteit behouden, niettemin rekening houdend met de leeftijden van rangneming, zoals bedoeld in punt II van deze bijlage. »

**Art. 42.** In bijlage VI bij hetzelfde besluit wordt een titel IV ingevoegd, luidend als volgt :

« IV. Regeling van de loopbaanbeëindiging

De maandelijks bijdrage gestort aan het Sociaal Fonds « Old Timer », overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 in de termen waarin ze aangegeven werd binnen paritaire commissie 319.02 waarbij maatregelen werden ingevoerd betreffende de regeling van de loopbaanbeëindiging, het zogenaamde « plan Tandem », wordt beschouwd als een toelaatbare last.

Voor de openbare sector, moet die regeling van tevoren erkend worden door de Regering als een systeem dat voordelen en waarborgen biedt die gelijk zijn aan die bedoeld in voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst. »

**Art. 43.** Bijlage XII wordt opgeheven.

**Art. 44.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 met uitzondering van artikelen 37 en 38 die uitwerking hebben met ingang van 24 september 2002.

Namen, 3 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage 1

## « Bijlage II (bedoeld in artikelen 13, 20, 29, 54 en in bijlage III)

**KWALIFICATIE- EN VORMINGSVEREISTEN VOOR HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN  
VOOR DE BEPALING VAN DE TOELAGEN****Opvoeder klasse III**

De houders van één van de volgende titels :

- eindexamen of -getuigschrift van het lager of hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindexamen, -getuigschrift of attest van het hoger secundair beroepsonderwijs (met goed gevolg beëindigd);
- diploma van het universitair of het niet-universitair onderwijs dat niet tot de kwalificatie van opvoeder klasse I leidt;

- getuigschrift van kinderverzorgster, getuigschrift van gezins- en sanitaire helpster of -hulp of kwalificatie-getuigschrift van gezins- en sanitaire assistente, getuigschrift van ziekenoppasser (es) of van verpleegassistent(e) of ziekenhuisassistent(e) aangeworven vóór 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

De na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit aangeworven opvoeders klasse III moeten bovendien binnen vier jaar na hun aanwerving één (of meer) bijkomende vorming(en) bewijzen, die een minimale totale duur van 200 uur hebben en die problematieken betreffen waardoor ze hun educatieve functie beter kunnen uitoefenen. De Minister zal de aanvullende vormingen bepalen waarvoor hij van mening is dat ze met de bovenvermelde vereiste overeenstemmen.

**Opvoeder klasse II B**

- De opvoeders die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als opvoeders klasse IIB aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen.

- De opvoeders klasse III, de kinderverzorgsters, de ziekenoppassers (oppasseressen) en de gezins- en sanitaire assistenten met 10 jaar anciënniteit in één of meerdere van deze functies en die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, aangeworven waren in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°, en die op die datum minstens zeven jaar anciënniteit behaalden in één of meerdere van die functies.

- Dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

**Opvoeder klasse IIA**

— De houders van een diploma of een getuigschrift :

- in kinderopvoeding (D3TQ);
  - in toegepast sociaal wetenschappelijk onderzoek (D3TQ);
  - in sociale technieken (D3TQ);
  - in lichamelijke opvoeding en socio-culturele animatie (D3TQ);
  - van aspirant- nursing (D3TQ);
  - van assistent in geriatrie (D3TQ);
  - van opvoedingsagent (D3TQ);
  - van vormingswerker (D3TQ);
  - van maatschappelijke agent (D3TQ);
  - in maatschappelijke en educatieve wetenschappen (D3TTR);
- de houders van :
- een diploma of een getuigschrift als bewijs van het slagen voor het 7e beroepsjaar (D37P) kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster of -hulp, assistente in geriatrie;
  - een getuigschrift van kinderverzorgster (D3P) voorzover uitsluitend wordt gezorgd voor kinderen van 0 tot 6 jaar;
  - een getuigschrift van verpleger/verpleegster;

— de houders van een ander eindexamen, of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs met een pedagogische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— de opvoeders die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als opvoeders klasse IIA aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

— de opvoeders klasse II B met 10 jaar anciënniteit in deze functie en die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, aangeworven waren in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°, en die op die datum minstens zeven jaar anciënniteit behielden in één of meerdere van die functies; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

### **Opvoeder klasse II**

Uitsluitend opvoeders van klasse II die reeds werkzaam zijn in een op 1 januari 1976 erkende inrichting en met één van de volgende titels :

- diploma of getuigschrift van een technische school of cursus van het hoger secundair type, met een pedagogische, psychologische of sociale oriëntering;

- getuigschrift van verpleger/verpleegster of van kinderverzorgster voorzover voor kinderen van 0 tot 6 jaar wordt gezorgd;

- minstens een getuigschrift, diploma of gelijkwaardige titel van het gewone basisonderwijs, voorzover voor kinderen van 3 tot 6 jaar wordt gezorgd;

- getuigschrift van het gewone kleuteronderwijs.

Dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

### **Opvoeder klasse I**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist en van het diploma of getuigschrift pedagogische bekwaamheid.

### **Hoofdopvoeder**

— De opvoeders klasse I die minstens één jaar dienstanciënniteit als opvoeder klasse I en één vorming in ploegbeheer kunnen bewijzen. De Minister bepaalt de vormingen die aan deze eis voldoen;

— De hoofdopvoeders die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als hoofdopvoeders aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

- Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de opvoeders-klasse I die minstens één jaar dienstanciënniteit als opvoeder-klasse I bewijzen en die na 24 september 2002 in dienst zijn genomen, de functie van hoofdopvoeder waarnemen zonder een aanvullende vorming in ploegbeheer te moeten bewijzen. Om deze functie te kunnen blijven waarnemen moeten deze werknemers de aanvullende vorming in ploegbeheer zoals hierboven vereist bewijzen uiterlijk vier jaar na 1 september die volgt op hun aanwerving.

### **Opvoeder-groepsleider**

— De opvoeders-klasse I die minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die een diploma of een aanvullend getuigschrift hebben, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen.

- De opvoeders-groepsleiders die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als opvoeders-groepsleiders aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

- Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de opvoeders-klasse I die minstens drie jaar dienstanciënniteit als groepsleider bewijzen en die na 24 september 2002 in dienst zijn genomen, de functie van groepsleider waarnemen zonder een aanvullende vorming in het beheer van de non-profitsector te moeten bewijzen. Om deze functie te kunnen blijven waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift hebben, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, uiterlijk vier jaar na 1 september die volgt op hun aanwerving.

### **Onderdirecteur klasse II**

— De onderdirecteurs die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als onderdirecteurs-klasse II aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.



### Onderdirecteur klasse I

#### a. Onderdirecteur klasse I met een pedagogische functie

— De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie en die bovendien beide volgende voorwaarden vervullen :

- minstens drie jaar dienstanciënniteit hebben in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie hebben in de sector personenzorg;

- een diploma of een aanvullend getuigschrift bezitten, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen;

- De onderdirecteurs op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als onderdirecteurs klasse I aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

- Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie die minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die na 24 september 2002 in dienst zijn genomen, hun functie blijven waarnemen zonder een aanvullende vorming te moeten bewijzen. Om deze functie te kunnen blijven waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, bewijzen, uiterlijk vier jaar na 1 september die volgt op hun aanwerving.

#### b. Onderdirecteur klasse I met een administratieve functie

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie en die bovendien beide volgende voorwaarden vervullen :

- Minstens drie jaar dienstanciënniteit hebben in een administratieve of boekhoudfunctie;

- Een diploma of een aanvullend getuigschrift bezitten, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen;

- De onderdirecteurs die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als onderdirecteurs-klasse I aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

- Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met juridische, economische, administratieve of boekhoudoriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie die, zoals hierboven vereist, minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die na 24 september 2002 in dienst zijn genomen, de functie van onderdirecteur klasse I met een administratieve functie waarnemen zonder een aanvullende vorming te moeten bewijzen. Om deze functie na 31 december 2006 te kunnen waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, bewijzen uiterlijk vier jaar na 1 september die volgt op hun aanwerving.

### **Directeur klasse II**

De onderdirecteurs die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als directeurs-klasse II aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen. Dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

### **Directeur klasse I**

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie en die bovendien beide volgende voorwaarden vervullen :

- Minstens drie jaar dienstanciënniteit hebben in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie hebben in de sector personenzorg;

- Een diploma of een aanvullend getuigschrift bezitten, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen;



- De directeurs die op 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, als onderdirecteurs-klasse I aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

- Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie die, zoals hierboven vereist, minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die na 24 september 2002 in dienst zijn genomen, de functie van directeur klasse I waarnemen zonder een aanvullende vorming te moeten bewijzen. Om deze functie te kunnen blijven waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, bewijzen, uiterlijk na 1 september die volgt op hun aanwerving.

#### **Klerk**

- De houders van één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).

- eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs na een vierde finaliteitsjaar of na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling « Travail de bureau », uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

#### **Klerk-stenotypist**

De houders van één voor de functie van klerk vereiste titel en een getuigschrift of diploma dat van stenotypiekennis getuigt.

#### **Opsteller**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs), voor zover de gevolgde opleiding overeenstemt met de normale eisen van de functie.

#### **Econoom**

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de opleiding van opsteller.

#### **Boekhouder klasse II**

Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

#### **Boekhouder klasse I**

— De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie overeenstemt met de normale eisen van de functie;

- De houders van het diploma van de « Chambre belge des Comptables ».

#### **Arbeiderspersoneel categorie I**

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalficeerde landarbeiders.

#### **Arbeiderspersoneel categorie II**

Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnenaaisters, portiers, helpers van gekwalficeerde arbeider voorzover een gekwalficeerde arbeider in de dienst werkzaam is.

#### **Arbeiderspersoneel categorie III**

Niet-gekwalficeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

#### **Arbeiderspersoneel categorie IV**

Gekwalficeerde arbeiders met een door een school of een onderwijsinrichting uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter voor sanitair, meubelmaker, schrijnwerker, elektricien, kok.

#### **Arbeiderspersoneel categorie V**

Arbeiders met de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

#### **Gebrevetteerd verpleger/verpleegster**

De houders van het diploma verpleegkunde.

Gegradueerd verpleger/verpleegster

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

#### **Diëtist(e)**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Kopiist (braille) 2e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

**Kopiist (braille) 1e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

**Huisarts**

De houders van een diploma van dokter in de genees-, heel- en verloskunde

**Geneesheer-specialist**

Titel voor de uitoefening van het beroep van huisarts alsook een specificatietitel die vereist wordt na advies van de Erkenningscommissie voor geneesheren-specialisten.

**Licentiaat in de psychologie, psycho-pedagogie, kinesitherapie en logopedie**

De houders van het diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent.

**Licentiaat met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Assistent in de psychologie**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist.**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Orthopedagoog**

De houders van het diploma voor deze specialisatie.

**Assistent, hulp of sociaal adviseur**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Gegradueerd maatschappelijk verpleger/verpleegster**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Knutselaar in apparatuur A3**

De houders van het diploma of getuigschrift vierde jaar technisch secundair onderwijs.

**Elektronicotechnicus A1 of A2**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster, ziekenoppasser(es) of andere gelijkgestelde functies**

— De werknemers die op **24 september 2002**, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, in één van de functies die tot deze categorie behoren, in dienst genomen waren en die op deze datum de voor de uitoefening van betrokken functie vereiste kwalificaties bezaten; dezelfde werknemers die, na die datum, zouden aangeworven worden in een dienst bedoeld in artikel 2, 11°.

— De houders van een diploma of een getuigschrift van :

- kinderverzorgster (D3P);
- gezins- en sanitaire helper/helpster (D3P);
- jeugdwerker/jeugdwerkster (D3P);
- bejaardenhelper/helpster;
- polyvalente hulpwerker van de diensten aan huis en in gemeenschap dat overeenstemt met het kwalificatie-getuigschrift van gezins- en sanitaire helper van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

en aangeworven na 24 september 2002, de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, in een functie van opvoeder of ziekenverzorger.

**Hulp klinisch laboratorium A3**

De houders van het diploma dat deze titel verleent. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 3 juli 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 3 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage 2

## « BIJLAGE III (bedoeld in artikel 20)

## PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN GENOMEN

## I. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :

- ze moeten betrekking hebben op de in artikel 2 van dit besluit bedoelde begunstigden voor wie het Agentschap een toelage verleent. Als de dienst door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden en/of elke andere gehandicapte persoon onthaalt of huisvest, worden de in de boekhouding van de dienst opgenomen lasten verminderd d.m.v. een coëfficiënt. De teller ervan bevat de tenlastenemingsdagen en de noemer de onthaal- of huisvestingsdagen voor alle begunstigden van de dienst. Het toekenningjaar van de toelage is de periode die in aanmerking komt voor de berekening van het aantal voormelde dagen. In de administratieve entiteiten, worden die berekend met inachtneming van een weging die gelijk is aan het relatieve gewicht van de in bijlage IV bedoelde theoretische gemiddelde toelagen per tenlasteneming van de betrokken diensten.

Hierbij wordt rekening gehouden met het feit dat, voor de diensten die tegelijkertijd voor dagonthaal aal en huisvesting erkend zijn, een dag m een afdeling dagonthaal gelijk is aan een halve dag m een afdeling huisvesting. Het aantal tenlastenemingsdagen (teller) wordt evenwel verhoogd met het aantal dagen van de begunstigden waarvoor het Agentschap geen toelage verleent, naar rato van maximum (2 tenlastenemingen) voor instellingen met een GRB van 60 of minder, en 3 tenlastenemingen voor diensten met een GRB boven 60, alsook met de dagen aanwezigheid van de gehandicapte personen voor wie het gewestelijk bureau nog geen beslissing heeft genomen. De verhoging van diezelfde dagen, als ze betrekking hebben op door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden, is respectievelijk gelijk aan 5 en 8 voor de toepassing van de verminderingcoëfficiënt voor lasten die toepasselijk is op de werkingslasten die geldig aangerekend zijn op de volgende rekeningen, opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 : de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 en 609 alsook 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 en 65, en dit onverminderd de in dit besluit bedoelde principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen.

- ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de instelling overeenkomstig dit besluit gesubsidieerd werd;

- ze moeten betrekking hebben op de door het Agentschap erkende infrastructures;

- zij moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die geen leden mogen zijn van de inrichtende macht of van de dienstdirectie, of met rechtspersonen waarin de leden van de inrichtende macht of van de dienstdirectie geen directie- of bestuurdersambt uitoefenen. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;

- zij moeten worden geboekt overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van ondernemingen alsook haar uitvoeringsbesluiten;

- ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Vooral de V.Z.W.'s die onder één enkele controle of directie staan in de zin van het Wetboek van vennootschappen, ingesteld bij de wet van 7 mei 1999, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectievelijke boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;

- ze mogen geen betrekking hebben op vaste bedragen, behalve wanneer deze gerechtvaardigd zijn bij een overeenkomst die de voorwaarden vermeldt waaronder de diensten verleend en bezoldigd worden;

- ze moeten in voorkomend geval voortvloeien uit een boeking die uitgevoerd werd op basis van een verdeelsleutel die aan objectieve, realistische en concrete criteria beantwoordt.

## 2. Vooral de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de lasten betreffende de groepsverzekeringen;

- het gedeelte van de reiskosten om dienstrekenen boven het percentage dat voor het personeel van de Ministeries is bepaald bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;

- de investeringswerken, daarbij inbegrepen de grote herstel- en onderhoudswerken van meer dan 500 euro die ten laste aangerekend worden in één enkel boekjaar;

- de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

- de niet-ingevulde restaurantstroken, m.a.w. waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

- de niet-ingevulde hotelrekeningen, m.a.w. waarop de naam en de hoedanigheid van de gehuisveste personen niet worden vermeld;

- de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

- de huurlasten tussen de V.Z.W.'s, behalve als ze overeenstemmen met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van het betrokken gebouw waarvoor de overheid geen toelage verleent. Alleen in dit geval kunnen de lasten die de verhuurder geacht wordt op zich te nemen krachtens de wetten op de huurcontracten, als lasten van de huurder beschouwd worden.

2.2. in de rekeningen 62 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de schalen vermeld in de bijlagen 2 tot en met 8 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen en die niet vastgesteld zijn overeenkomstig de regels vermeld in de punten I, III en IV van bijlage VI bij dit besluit;
- de aanvullende voordelen die niet opgenomen zijn op de lijst opgesomd in punt I van bijlage VI bij dit besluit;
- de betaling van diensten die voor rekening van de instelling worden verleend door personen of dienstenmaatschappijen die niet voldoen aan de in bijlage 11 bedoelde kwalificatievereisten;
- de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de dotaties en de aanwendingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in rekeningen 6250 en 625 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverleningen worden vermeld;
- de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;
- de verbreekingsvergoedingen, behalve de vergoedingen met betrekking tot de directeur en de vergoedingen die voortvloeien uit een omvorming zoals bedoeld in artikel 85 voor elk ander personeelslid;
- het door de V.Z.W.'s ten laste genomen gedeelte van de lonen van het PRIME-personeel.

2.3. in de rekeningen 63 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan de volgende percentages :
  - 20 % voor de vestigingskosten bedoeld in rekening 6300 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
  - 33 % voor onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
  - 3 % voor gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekeningen 63020X die tegen 10 % afgeschreven worden;
  - 20 % voor de installaties machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven is. Het informatica-materieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.
  - 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
  - 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
  - één van de bovenvermelde percentages naar gelang van het soort goed dat het voorwerp is van de leasing of op grond van een soortgelijk recht bedoeld in rekening 63023 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
- Een afwijking van bedoelde percentages kan door het Agentschap worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed worden.
  - de waardeverminderingen op vorderingen bedoeld in rekeningen 633 en 634 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
  - de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
  - de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
  - de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.

2.4. in de rekeningen 64 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de boeten aangerekend op rekening 640.
- de in rekeningen 646 bedoelde lasten i.v.m. de bedragen die moeten worden terugbetaald aan de subsidiërende overheid.

2.5. in de rekeningen 65 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de niet-gesplitste financiële lasten al naar gelang het soort in de volgende rekeningen : 6500 - « Financiële lasten van investeringsleningen », 6501 - « Financiële lasten leasing », 6560 - « Financiële lasten kaskredieten 'AWIPH'- uitstel of dwingende reden », 65003 - « Financiële lasten kaskredieten - Andere », 6570 - « Financiële lasten bankrekeningen », 6571 - « Financiële lasten - beleggingen »;
- de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de instelling niets te maken heeft. In dit geval moet de instelling het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
- de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.

2.7. in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de lasten voor resultatenverwerkingen gesplitst in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.

2.8. Diversen :

- de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor gerichte opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

### **3. Van de lasten worden afgetrokken :**

- de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit.

De door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;

- de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van het verkoop van produkten buiten de instelling of van cash management. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

- de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, het verkoop van produkten buiten de instelling of cash management. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

### **4. Aanwendungen van de lasten en opbrengsten aan de verschillende toelagen bedoeld in titel III, Hoofdstuk II van dit besluit**

#### **4.1. Algemene principes :**

Onverminderd de in dit besluit bedoelde principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen, worden de in artikel 20, 1°, bedoelde lasten voor de algemene werking van de dienst en de personeelslasten die op een geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 610, 611, 612 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 63, 64 en 65 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de jaarlijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling I van dit besluit.

De lasten betreffende de geneesheren die betaald of bezoldigd worden op grond van een geschreven overeenkomst met de dienst en op een geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 62 en 6187 bedoeld in artikel 75, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de jaarlijkse toelage voor geneesheren bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 2, van dit besluit.

De lasten m.b.t. de effectieve aanwezigheid van de gehandicapte personen, die er het exclusieve genot van hebben en die op een geldige wijze worden geboekt op de overeenstemmende rekeningen 6010, 6011, 6012 en 609 alsook 613, 61601 en 6161, bedoeld in artikel 75, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

#### **4.2. Lasten en opbrengsten waarvoor tegelijkertijd verschillende toelagen worden verleend :**

« De reiskosten om dienstredenen » zijn kosten voor voertuigen die niet aan de instelling toebehoren. Ze worden op de rekening 6160 geboekt en moeten op grond van bewijsstukken gesplitst worden in twee subrekeningen, één voor de reiskosten i.v.m. de algemene werking van de dienst (61600), de andere voor de kosten i.v.m. verplaatsingen van gehandicapte personen (61601). Deze kosten komen respectievelijk in aanmerking voor de jaarlijkse toelage en voor de dagelijkse toelage.

De reiskosten die op de rekening 6161 « Externe collectieve ophaaldienst » geboekt worden, komen in aanmerking voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

De kosten voor de voertuigen die aan de instelling toebehoren, moeten gesplitst worden in de overeenstemmende subrekeningen van de algemene rekeningen, hoofdzakelijk via de volgende rekeningen « 63022X - « Afschrijving voertuig », 61204X - « Brandstof voertuig », 61405X - « Verzekeringen voertuig », 640X « Belastingen voertuig » 611X - « Onderhoud en herstellingen voertuig ». Deze lasten worden over de dagelijkse en de jaarlijkse toelage verdeeld op basis van een verdeelsleutel waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kilometers die met of zonder gehandicapte personen worden afgelegd. Bij gebrek aan een bijgewerkt dagboekje waarin dit onderscheid voorkomt, komen deze lasten in aanmerking voor het volgende toelagepercentage : 10 % voor de jaarlijkse toelage en 90 % voor de dagelijkse toelage.

De dienstverrichtingen van bedrijven uit de privé-sector komen in aanmerking voor de volgende toelagen :

- Voor de voorbereiding van maaltijden : 40 % van het bedrag, excl. BTW, kan gelijkgesteld worden met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, met inbegrip van de BTW op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.

- Voor de reiniging van kleren, lakens, enz. : 65 % van het bedrag, excl. BTW, kan gelijkgesteld worden met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, met inbegrip van de BTW op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.

- Voor dienstverrichtingen i.v.m. sociaal secretariaat, boekhouding, andere administratieve dienstverleningen en onderhoudskosten : 100 % van het bedrag, inclusief BTW, kan gelijkgesteld worden met kosten voor niet-educatief personeel.

- Voor dienstverrichtingen betreffende de supervisie op educatieve ploegen : 100 % van het bedrag, inclusief BTW, kan gelijkgesteld worden met kosten voor educatief personeel.

De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

Het gebruik van de toelagen van verschillende diensten die eenzelfde administratieve cel vormen, wordt gecontroleerd door de per enveloppe verleende toelagen en de per sectie geboekte lasten op te tellen. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 3 juli 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentieële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 3 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE



## Bijlage 3

## « Bijlage IV

## § 1 LIJST VAN DE TOELAGEN PER TENLASTENEMING

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB &lt; = 60

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl + 75 Art. 29bis S	Leerpl 50 à 75	Leerpl 25 à 50	Leerpl -25	N Leerpl + 75 Art. 29bis NS	N Leerpl 50 à 75	N Leerpl 25 à 50	N Leerpl - 25
Lichte geest. def.	20.887,06 €	20.408,64 €	20.168,02 €	17.775,95 €	20.887,06 €	20.408,64 €	20.168,02 €	17.775,95 €
Gemat. geest. def.	24.365,23 €	23.790,57 €	23.501,82 €	20.628,51 €	27.244,21 €	26.669,55 €	26.380,80 €	23.501,82 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	28.388,82 €	27.635,81 €	27.259,31 €	23.497,11 €	32.788,11 €	32.037,94 €	31.664,27 €	27.910,56 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	28.765,50 €	28.012,49 €	27.635,99 €	23.873,79 €	33.164,80 €	32.414,62 €	32.040,95 €	28.287,24 €
Zware geest. def. en bedlegerig	28.388,82 €	27.635,81 €	27.259,31 €	23.497,11 €	32.788,11 €	32.037,94 €	31.664,27 €	27.910,56 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	28.765,50 €	28.012,49 €	27.635,99 €	23.873,79 €	33.164,80 €	32.414,62 €	32.040,95 €	28.287,24 €
Karakterstoorn.	28.616,70 €	27.897,67 €	27.535,32 €	23.937,31 €	32.203,39 €	31.484,36 €	31.124,84 €	27.535,32 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	28.616,70 €	27.897,67 €	27.535,32 €	23.937,31 €	32.203,39 €	31.484,36 €	31.124,84 €	27.535,32 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	22.976,06 €	22.497,64 €	22.257,02 €	19.864,95 €	25.376,62 €	24.898,21 €	24.657,58 €	22.257,02 €
Doof, ernst. gehoor- stoorn. - 8 jaar	36.486,91 €	35.530,08 €	35.051,67 €	30.264,70 €	41.279,54 €	40.319,88 €	39.841,47 €	35.051,67 €
Doof, ernst. gehoor- stoorn. 8 jaar en +	27.958,06 €	27.383,40 €	27.094,65 €	24.221,34 €	30.837,04 €	30.262,37 €	29.973,63 €	27.094,65 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomi., skeletmiv. - 8 jaar	30.199,87 €	29.446,86 €	29.070,36 €	25.308,16 €	33.947,92 €	33.197,74 €	32.824,07 €	29.070,36 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomi., skeletmiv. 8 jaar en +	27.033,29 €	26.433,15 €	26.133,08 €	23.126,71 €	30.045,31 €	29.442,34 €	29.142,27 €	26.133,08 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie- neurop.	40.485,45 €	39.483,33 €	38.985,10 €	33.980,15 €	45.493,23 €	44.493,94 €	43.992,87 €	38.985,10 €
Niet-besmet. chron. aandoening	26.181,33 €	25.606,67 €	25.317,92 €	22.444,60 €	29.060,31 €	28.485,64 €	28.196,90 €	25.317,92 €



**Residentiële dienst voor volwassenen**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	28.857,60 €	28.294,06 €	28.009,51 €	25.180,68 €
B	30.290,54 €	29.696,32 €	29.400,60 €	26.435,08 €
C	37.263,19 €	36.484,84 €	36.097,06 €	32.210,91 €
Artikel 29bis	37.263,19 €	37.263,19 €	37.263,19 €	37.263,19 €

**Residentiële nachtdienst voor volwassenen**

A	12.608,06 €
B	12.954,55 €
C en Artikel 29bis	13.346,84 €
D	17.455,95 €

**Dagonthaaldienst voor jongeren**

	Leerpl.
Lichte geestelijke def.	8.359,86 €
Gematigde geestelijke def.	9.718,08 €
Ernstige geestelijke def.	9.718,08 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	13.679,17 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	12.266,39 €
Karakterstoorn.	12.676,36 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	10.698,49 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	9.400,98 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	13.394,48 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	10.524,22 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	13.523,44 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	12.608,63 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	18.485,53 €

**Dagonthaaldienst voor niet-leerplichtige jongeren**

	N Leerpl.
Lichte geestelijke def.	10.462,13 €
Gematigde geestelijke def.	12.396,40 €
Ernstige geestelijke def.	12.396,40 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	18.017,88 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	16.012,60 €
Karakterstoorn.	18.694,08 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	13.790,06 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	11.947,99 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	17.631,22 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	13.548,02 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	17.812,25 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	16.514,22 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	24.884,90 €

**Dagonthaaldienst voor volwassenen**

A	13.026,25 €
B	13.173,04 €
C en Artikel 29bis	18.999,46 €

**Dienst voor plaatsing in gezinnen**

	6.222,96 €
--	------------

**Residentiële overgangsdienst**

	10.686,20 €
--	-------------

e) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

**Residentiële dienst voor jongeren**

	Leerpl + 75 Art. 29bis S	Leerpl 50 à 75	Leerpl 25 à 50	Leerpl -25	N Leerpl + 75 Art. 29bis NS	N Leerpl 50 à 75	N Leerpl 25 à 50	N Leerpl 25
Lichte geest. def.	19.776,10 €	19.297,68 €	19.057,06 €	16.664,99 €	19.776,10 €	19.297,68 €	19.057,06 €	16.664,99 €
Gemat. geest. def.	23.254,27 €	22.679,61 €	22.390,86 €	19.517,55 €	26.133,25 €	25.558,59 €	25.269,84 €	22.390,86 €
Ern. geest. def. en bed.	27.277,86 €	26.524,85 €	26.148,35 €	22.386,15 €	31.677,16 €	30.926,98 €	30.553,31 €	26.799,60 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	27.654,54 €	26.901,53 €	26.525,03 €	22.762,83 €	32.053,84 €	31.303,66 €	30.929,99 €	27.176,28 €
Zware geest. def. en bed.	27.277,86 €	26.524,85 €	26.148,35 €	22.386,15 €	31.677,16 €	30.926,98 €	30.553,31 €	26.799,60 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn..	27.654,54 €	26.901,53 €	26.525,03 €	22.762,83 €	32.053,84 €	31.303,66 €	30.929,99 €	27.176,28 €
Karakterst.	27.505,75 €	26.786,71 €	26.424,36 €	22.826,35 €	31.092,43 €	30.373,40 €	30.013,88 €	26.424,36 €
Blind / Ambl. - 12 jaar	27.505,75 €	26.786,71 €	26.424,36 €	22.826,35 €	31.092,43 €	30.373,40 €	30.013,88 €	26.424,36 €
Blind / Ambl. 12 jaar en +	21.865,10 €	21.386,68 €	21.146,06 €	18.753,99 €	24.265,66 €	23.787,25 €	23.546,62 €	21.146,06 €
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	35.375,95 €	34.419,12 €	33.940,71 €	29.153,74 €	40.168,58 €	39.208,92 €	38.730,51 €	33.940,71 €
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	26.847,10 €	26.272,44 €	25.983,69 €	23.110,38 €	29.726,08 €	29.151,41 €	28.862,67 €	25.983,69 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmiv. - 8 j.	29.088,91 €	28.335,90 €	27.959,40 €	24.197,20 €	32.836,96 €	32.086,78 €	31.713,11 €	27.959,40 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmiv. 8 jaar en +	25.922,33 €	25.322,19 €	25.022,12 €	22.015,75 €	28.934,35 €	28.331,38 €	28.031,31 €	25.022,12 €
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	39.374,49 €	38.372,37 €	37.874,14 €	32.869,19 €	44.382,27 €	43.382,98 €	42.881,91 €	37.874,14 €
Niet-besmet. chronische aandoening	25.070,37 €	24.495,71 €	24.206,96 €	21.333,64 €	27.949,35 €	27.374,68 €	27.085,94 €	24.206,96 €

**Residentiële dienst voor volwassenen**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	27.746,64 €	27.183,11 €	26.898,55 €	24.069,72 €
B	29.179,58 €	28.585,36 €	28.289,64 €	25.324,12 €
C	36.152,23 €	35.373,88 €	34.986,10 €	31.099,95 €
Artikel 29bis	36.152,23 €	36.152,23 €	36.152,23 €	36.152,23 €

**Residentiële nachtdienst voor volwassenen**

A	11.497,10 €
B	11.843,59 €
C en Artikel 29bis	12.235,88 €
D	16.344,99 €

**Dagonthaaldienst voor jongeren**

	Leerpl.
Lichte geestelijke def.	7.608,82 €
Gematigde geestelijke def.	8.967,03 €
Ernstige geestelijke def.	8.967,03 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	12.928,13 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	11.515,35 €
Karakterstoorn.	11.925,32 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	9.947,45 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	8.649,94 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	12.643,43 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	9.773,17 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	12.772,40 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	11.857,59 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	17.734,48 €

**Dagonthaaldienst voor niet-leerplichtige jongeren**

	N Leerpl.
Lichte geestelijke def.	9.396,46 €
Gematigde geestelijke def.	11.330,73 €
Ernstige geestelijke def.	11.330,73 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	16.952,21 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	14.946,93 €
Karakterstoorn.	17.628,41 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	12.724,39 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	10.882,32 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	16.565,55 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	12.482,35 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	16.746,58 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	15.448,55 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	23.819,23 €

**Dagonthaaldienst voor volwassenen**

A	11.960,58 €
B	12.107,37 €
C en Artikel 29bis	17.933,79 €

**Dienst voor plaatsing in gezinnen**

	6.222,96 €
--	------------

**Residentiële overgangsdienst**

	10.686,20 €
--	-------------

*b) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB < = 60*

**Residentiële dienst voor jongeren**

	Leerpl + 75 Art 29bis S	Leerpl 50 à 75	Leerpl 25 à 50	Leerpl -25	N Leerpl + 75 Art. 29bis NS	N Leerpl 1 50 à 75	N Leerpl 25 à 50	N Leerpl 25
Lichte geest. def.	20.241,19 €	19.787,22 €	19.558,90 €	17.289,05 €	20.241,19 €	19.787,22 €	19.558,90 €	17.289,05 €
Gemat. geest. def.	23.541,64 €	22.996,34 €	22.722,35 €	19.995,85 €	26.273,51 €	25.728,21 €	25.454,22 €	22.722,35 €
Ern. geest. def. en bed.	27.359,64 €	26.645,11 €	26.287,84 €	22.717,88 €	31.534,14 €	30.822,30 €	30.467,72 €	26.905,81 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	27.717,07 €	27.002,54 €	26.645,28 €	23.075,31 €	31.891,58 €	31.179,73 €	30.825,15 €	27.263,25 €
Zware geest. def. en bed.	27.359,64 €	26.645,11 €	26.287,84 €	22.717,88 €	31.534,14 €	30.822,30 €	30.467,72 €	26.905,81 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn..	27.717,07 €	27.002,54 €	26.645,28 €	23.075,31 €	31.891,58 €	31.179,73 €	30.825,15 €	27.263,25 €
Karakterst.	27.575,88 €	26.893,58 €	26.549,75 €	23.135,58 €	30.979,30 €	30.297,00 €	29.955,86 €	26.549,75 €
Blind / Ambl. - 12 jaar	27.575,88 €	26.893,58 €	26.549,75 €	23.135,58 €	30.979,30 €	30.297,00 €	29.955,86 €	26.549,75 €
Blind / Ambl. 12 jaar en +	22.223,45 €	21.769,48 €	21.541,15 €	19.271,31 €	24.501,35 €	24.047,38 €	23.819,05 €	21.541,15 €
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	35.043,94 €	34.136,01 €	33.682,04 €	29.139,67 €	39.591,69 €	38.681,06 €	38.227,10 €	33.682,04 €
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	26.950,89 €	26.405,59 €	26.131,60 €	23.405,10 €	29.682,76 €	29.137,46 €	28.863,47 €	26.131,60 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmiv. - 8 j.	29.078,15 €	28.363,62 €	28.006,35 €	24.436,39 €	32.634,68 €	31.922,84 €	31.568,26 €	28.006,35 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmiv. 8 jaar en +	26.073,37 €	25.503,89 €	25.219,16 €	22.366,41 €	28.931,49 €	28.359,33 €	28.074,59 €	25.219,16 €
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	38.838,17 €	37.887,25 €	37.414,48 €	32.665,27 €	43.590,07 €	42.641,84 €	42.166,38 €	37.414,48 €
Niet-besmet. chronische aandoening	25.264,94 €	24.719,64 €	24.445,65 €	21.719,15 €	27.996,81 €	27.451,51 €	27.177,52 €	24.445,65 €

**Residentiële dienst voor volwassenen**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	27.804,46 €	27.269,72 €	26.999,71 €	24.315,42 €
B	29.164,19 €	28.600,33 €	28.319,72 €	25.505,73 €
C	35.780,55 €	35.041,98 €	34.674,01 €	30.986,43 €
Artikel 29bis	35.780,55 €	35.780,55 €	35.780,55 €	35.780,55 €

**Residentiële nachtdienst voor volwassenen**

A	12.385,23 €
B	12.714,00 €
C en Artikel 29bis	13.086,26 €
D	16.985,40 €

**Residentiële onthaaldienst voor jongeren**

	Leerpl.
Lichte geestelijke def.	8.163,07 €
Gematigde geestelijke def.	9.448,43 €
Ernstige geestelijke def.	9.448,43 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	13.197,01 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	11.860,03 €
Karakterstoorn.	12.248,00 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	10.376,25 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	9.148,34 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	12.927,59 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	10.211,32 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	13.049,64 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	12.183,91 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	17.745,51 €

**Dagonthaaldienst voor niet-leerplichtige jongeren**

	N Leerpl.
Lichte geestelijke def.	10.182,17 €
Gematigde geestelijke def.	12.012,67 €
Ernstige geestelijke def.	12.012,67 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	17.332,57 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	15.434,87 €
Karakterstoorn.	17.972,49 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	13.331,56 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	11.588,32 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	16.966,64 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	13.102,51 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	17.137,97 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	15.909,57 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	23.831,17 €

**Dagonthaaldienst voor volwassenen**

A	12.608,73 €
B	12.747,65 €
C en Artikel 29bis	18.261,48 €

**Dienst voor plaatsing in gezinnen**

	5.958,31 €
--	------------

**Residentiële overgangsdienst**

	10.144,84 €
--	-------------

**b) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60**

	Leerpl + 75 Art 29bis S	Leerpl 50 à 75	Leerpl 25 à 50	Leerpl -25	N Leerpl + 75 Art. 29bis NS	N Leerpl 50 à 75	N Leerpl 25 à 50	N Leerpl - 25
Lichte geest. def.	19.130,23 €	18.676,26 €	18.447,94 €	16.178,09 €	19.130,23 €	18.676,26 €	18.447,94 €	16.178,09 €
Gemat. geest. def.	22.430,68 €	21.885,38 €	21.611,39 €	18.884,89 €	25.162,55 €	24.617,25 €	24.343,26 €	21.611,39 €
Ern. geest. def. en bed.	26.248,68 €	25.534,15 €	25.176,88 €	21.606,92 €	30.423,18 €	29.711,34 €	29.356,76 €	25.794,85 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	26.606,11 €	25.891,58 €	25.534,32 €	21.964,35 €	30.780,62 €	30.068,77 €	29.714,19 €	26.152,29 €
Zware geest. def. en bed.	26.248,68 €	25.534,15 €	25.176,88 €	21.606,92 €	30.423,18 €	29.711,34 €	29.356,76 €	25.794,85 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelings- stoorn.	26.606,11 €	25.891,58 €	25.534,32 €	21.964,35 €	30.780,62 €	30.068,77 €	29.714,19 €	26.152,29 €
Karakterst.	26.464,92 €	25.782,62 €	25.438,79 €	22.024,62 €	29.868,34 €	29.186,04 €	28.844,90 €	25.438,79 €
Blind/Ambbl. - 12 jaar	26.464,92 €	25.782,62 €	25.438,79 €	22.024,62 €	29.868,34 €	29.186,04 €	28.844,90 €	25.438,79 €
Blind/Ambbl. 12 jaar en +	21.112,49 €	20.658,52 €	20.430,19 €	18.160,35 €	23.390,39 €	22.936,42 €	22.708,10 €	20.430,19 €
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	33.932,98 €	33.025,05 €	32.571,08 €	28.028,71 €	38.480,73 €	37.570,10 €	37.116,14 €	32.571,08 €
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	25.839,93 €	25.294,63 €	25.020,64 €	22.294,14 €	28.571,80 €	28.026,50 €	27.752,51 €	25.020,64 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 j.	27.967,19 €	27.252,66 €	26.895,39 €	23.325,43 €	31.523,72 €	30.811,88 €	30.457,30 €	26.895,39 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	24.962,41 €	24.392,93 €	24.108,20 €	21.255,45 €	27.820,53 €	27.248,37 €	26.963,63 €	24.108,20 €
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myo- pathie, neurop.	37.727,21 €	36.776,29 €	36.303,52 €	31.554,31 €	42.479,11 €	41.530,88 €	41.055,42 €	36.303,52 €
Niet-besmet. chroni- sche aandoening	24.153,98 €	23.608,68 €	23.334,69 €	20.608,19 €	26.885,85 €	26.340,55 €	26.066,56 €	23.334,69 €



Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	26.693,50 €	26.158,76 €	25.888,75 €	23.204,47 €
B	28.053,23 €	27.489,37 €	27.208,76 €	24.394,77 €
C	34.669,59 €	33.931,02 €	33.563,05 €	29.875,47 €
Artikel 29bis	34.669,59 €	34.669,59 €	34.669,59 €	34.669,59 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	11.274,27 €
B	11.603,05 €
C en Artikel 29bis	11.975,30 €
D	15.874,44 €

Residentiële dagonthaaldienst voor jongeren

	Leerpl.
Lichte geestelijke def.	7.412,03 €
Gematigde geestelijke def.	8.697,38 €
Ernstige geestelijke def.	8.697,38 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	12.445,97 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	11.108,98 €
Karakterstoorn.	11.496,96 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	9.625,20 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	8.397,30 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	12.176,55 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	9.460,27 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	12.298,60 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	11.432,87 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	16.994,47 €

Dagonthaaldienst voor niet-leerplichtige jongeren

	N Leerpl.
Lichte geestelijke def.	9.116,50 €
Gematigde geestelijke def.	10.947,00 €
Ernstige geestelijke def.	10.947,00 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	16.266,90 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	14.369,20 €
Karakterstoorn.	16.906,82 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	12.265,89 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	10.522,65 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	15.900,97 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	12.036,84 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	16.072,30 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	14.843,90 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	22.765,50 €

**Dagonthaaldienst voor volwassenen**

A	11.543,06 €
B	11.681,98 €
C en Artikel 29bis	17.195,81 €

**Dienst voor plaatsing in gezinnen**

	5.958,31 €
--	------------

**Residentiële overgangsdienst**

	10.144,84 €
--	-------------

§ 2 De in § 1 van deze bijlage bedoelde toelagen per tenlasteneming werden berekend door de volgende bedragen op te tellen :

a) Voor andere diensten dan de diensten voor plaatsing in gezinnen en de residentiële overgangsdiensten

**Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten)**

2.556,63 in residentiële diensten < = 60 tenlastenemingen;

2.543,21 in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen;

1.257,86 in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. < = 60 tenlastenemingen;

1.186,44 in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. > 60 tenlastenemingen;

959,89 in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. < = 60 tenlastenemingen;

949,16 in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. > 60 tenlastenemingen.

**Bedrag nr. 2. (gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel)**

5.690,35 in residentiële diensten met een G.R.B. < = 60 tenlastenemingen;

4592,80 in residentiële diensten met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen;

3.985,93 in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. < = 60 tenlastenemingen;

2.991,68 in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen;

3.731,9.9 in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.R.B. < = 60 tenlastenemingen;

2.991,68 in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII bedoelde subsidiëringcoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

18.874,44 voor het administratieve personeel;

21.479,63 voor de boekhouders;

16.877,63 voor de arbeiders;

26.184,03 voor de maatschappelijke assistenten;

24.998,60 voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. < = 60 is;

32.645,10 voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. > 60 is.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % in residentiële diensten;

54,15 % in dagonthaaldiensten.

**Bedrag nr. 3. (gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel)**

Naar gelang het soort tenlasteneming worden de in punt a) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringcoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

27.567,57 voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel

22.130,27 voor de opvoeders 1e kl. of 2e kl. A en hoofdopvoeders

18.535,10 voor de opvoeders 2e kl. B, 3e kl., kinderverzorgsters en gelijkgestelden

25.802,02 voor de opvoeders-groepsleiders.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

1° voor privé-instellingen :	61,85 % in residentiële diensten
	54,15 % in dagonthaaldiensten
2° voor openbare instellingen :	53,58 % in residentiële diensten
	45,88 % in dagonthaaldiensten.

Het volgende coëfficiënt wordt dan toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

82 % in residentiële diensten voor jongeren
82 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
82 % in residentiële diensten voor volwassenen
70 % in dagonthaaldiensten voor jongeren
100 % in dagonthaaldiensten voor niet-schoolgaande jongeren
85 % in dagonthaaldiensten voor volwassenen.

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding tussen de opvoeders van « categorie I » en « categorie II », die bepaald is bij de coëfficiënten onder punt a) van bijlage XIV, jaarlijks aangepast door het Agentschap :

Deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgestelde gemiddelde per instellingscategorie :

69,13 % OPVOEDER I/ 30,87 % OPVOEDER II in residentiële diensten voor volwassenen
84,58 % OPVOEDER I/ 15,42 % OPVOEDER II in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
77,74 % OPVOEDER I/ 22,26 % OPVOEDER II in residentiële diensten voor jongeren
83,27 % OPVOEDER I/ 16,73 % OPVOEDER II in dagonthaaldiensten voor jongeren
79,17 % OPVOEDER I/ 20,83 % OPVOEDER II in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren
83,72 % OPVOEDER I/ 16,28 % OPVOEDER II in dagonthaaldiensten voor volwassenen

**b) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen**

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :

1.289,94

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het educatieve en niet-educatieve personeel)

De onder punt b) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

26.184,03 voor de functie van directeur
26.184,03 voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2e kl. A)
27.567,57 voor de psychologen en/of paramedici
17.742,21 voor de functie van klerk.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

54,15 % voor privé-instellingen
45,88 % voor openbare instellingen.

c) voor de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 : (gemiddelde van de lasten van het werkingspersoneel)

333,69.

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het educatieve en niet-educatieve personeel)

De onder punt c) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënt wordt vermenigvuldigd met de volgende weddeschaal, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

26.184,03 op grond van de schaal 16.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % voor privé-instellingen
49,88 % voor openbare instellingen. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 3 juli 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 3 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE